THE SENATE Reading ROOM 12 NUMEROS

Ed quotidienne — Quebec, Vendredi, 13 Mars 1889 — 9e annee No. 201

L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an..... $3 00
Huit mois..... 2 50
Six mois..... 1 50
Trois mois..... 1 00

L'abonnement est strictement payable d'avance.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an, au comptant d'avance..... $0 75

L'ELECTEUR

JOURNAL DU MATIN

TARIF DES ANNONCES.

Premiere insertion..... $0 10
Autres insertions publiées tous les jours..... 0 05
Trois fois par semaine..... 0 03
Deux fois par semaine..... 0 07
Avis de naissance, mariage ou décès..... 0 25

Les annonces suivantes sont insérées pour un centin le mot:—Demande d'emploi—Demande de domestiques ou d'employés—Annonces pour chambres ou pension—Annonces d'objets perdus ou trouvés.

Toutes lettres, etc., concernant l'administration devront être adressées à BELLEAU & CIE. Bureau de "L'ELECTEUR", 111, Côte Lamontagne, et toutes lettres etc., concernant la rédaction à ERNEST PACAUD directeur de la rédaction.

ERNEST PACAUD, directeur de la redaction. — BELLEAU & Cie, administrurs. BUREAUX: 111, Cote Lamontagne, Basse-Ville, Quebec. — ULRIC BARTHE, redacteur

QUÉBEC, 15 MARS 1889

La conspiration du silence !

ELLE NE REUSSIRA PAS !

La vérité éclatera au grand jour

Quelle abjection que celle dont nos adversaires donnent l'humiliant exemple en ce moment !

Ce sont eux qui ont demandé l'enquête sur l'affaire Lockwood. Ils l'ont eue pleine et entière ; le gouvernement leur a ouvert les départements, les registres officiels, et ils n'ont pu rien trouver à blâmer dans la conduite du ministère, comme on le verra bientôt par le texte officiel des deux ou trois dépositions qui restent et que nous insérerons dès que l'autre enquête aura cessé d'absorber tout l'intérêt.

Mis à tout instant en demeure d'incriminer le gouvernement, ils ont prudemment refusé d'entrer dans cette voie périlleuse. Leur seul but était de s'attaquer indirectement au ministère en discréditant l'un de ses organes l'*Electeur*. Ils se sont rués sur la personne du directeur de ce journal, l'accablant d'injures, oubliant à son égard le respect qu'on se doit entre gentilshommes, cherchant à le faire passer pour un misérable, pour une sorte de Mandrin et d'escroc politique à propos de l'affaire la plus ordinaire et la plus honorable du monde. L'enquête n'était pour eux qu'un prétexte, ils n'y songent déjà plus ; mais ils y songeront quand ils iront devant le peuple avec une calomnie et un mensonge de plus à la bouche.

Malheureusement pour cette bande de spadassins, M. Pacaud était possesseur de secrets terribles pour eux, qu'il n'avait pas dévoilés jusque-là parce que les personnes qui les lui avaient confiés lui avaient demandé le secret. Provoqué jusqu'à l'exaspération par l'odieuse mauvaise foi de ses adversaires, il s'est cru dégagé de sa parole, et il a parlé.

Il ne s'est pas abaissé à chercher quelque flétrissure dans la vie privée de tel ou tel de ses adversaires : ces vils moyens ne sont pas dans notre tempérament. Il a divulgué un fait politique, atteignant dans son honneur non pas tel ou tel particulier, mais tout un gouvernement, tout un parti ; il a mis tous ses adversaires en face de leur propre boue, en signalant à l'opinion des faits qui, à leur face même, tels qu'ils sont révélés par les documents et admis par les coupables, démontrent tout un système de honteux agiotage sur les contrats publics et de corruption électorale.

Et que font nos adversaires ? Ah ! ils ont bien changé de ton, allez. Pendant que M. Taillon et ses collègues de l'ex-gouvernement Ross posent en victimes devant le comité, cherchant à exploiter la crédulité, l'esprit d'indépendance et d'impartialité et la générosité bien connue de la majorité du comité, que M. Taillon a lui-même choisie parmi les esprits les plus indépendants de la députation ministérielle ; pendant que M. Taillon larmoye hypocritement devant son ancien concurrent M. David, un homme pour lequel il n'a jamais eu de pitié dans les luttes électorales, il donne pour mot d'ordre à tous ses journaux de cacher la vérité au public, de faire le silence sur l'enquête qu'il subit en ce moment. Il se flatte ainsi d'empêcher la vérité de se faire jour dans le pays.

Quelle différence avec la conduite qu'a tenue le directeur de l'*Electeur* dans l'enquête Lockwood ! Attaqué, il a démontré la futilité de l'attaque, non par de vaines protestations, mais en donnant la publicité la plus complète à tous les procédés et révélations faites à l'enquête.

Ici au contraire, nous avons le spectacle d'un chef de parti qui redoute la lumière, cherche à l'étouffer, à la cacher au public. Il va jusqu'à refuser au public l'admission à laquelle il a droit aux séances du comité, espérant que la foudroyante preuve qui s'y fait,—preuve de circonstance, il est vrai, mais qui n'en pas moins probante et qui est la seule possible en pareils cas— soit étouffée entre quatre murs étroits si c'est possible.

Et voyez ses journaux.

Prenons au hasard ceux qui nous tombent sous la main.

Le *Courrier du Canada* de lundi : une colonne de blagues sur l'affaire Lockwood, une demi-colonne sur une insignifiante affaire grossie à dessein à propos de $15,000 qui auraient été payés par l'hon. M. Garneau, commissaire des Travaux publics, à M. Ford, associé de M. Whelan, au lieu de celui-ci. Mais pas un mot de l'affaire des $100,000.

Le *Courrier* du 13 : Pas un mot sérieux de l'enquête sur les $100,000 ; des criailleries en l'air, mais pas un mot des dépositions reçues à l'enquête.

Le *Canadien* d'hier matin : résumé laconique, incomplet et inexact de la déposition de M. Whelan, mais par contre en tête du journal un article à double plomb pour créer l'impression que l'enquête s'est éteinte faute de preuve, lorsqu'au contraire elle est plus engagée que jamais.

Le *Monde* du 11 mars : Deux grandes colonnes sur l'incident des $15,000 de MM. Ford et Whelan, déjà expliqué. Pas un mot du scandale des $100,000.

Le *Monde* du 13 : résumé incomplet des dépositions, mais deux colonnes de commentaires sur l'affaire Lockwood, et pas un mot sur les révélations faites par M. Pacaud.

La *Presse* de son côté, qui a publié d'interminables lettres de M. Nantel sur l'enquête Lockwood, n'a presque rien à dire de l'autre enquête, et se garde bien surtout de rien publier des faits révélés par M. Pacaud et des documents produits devant le comité.

Ainsi, *silence sur toute la ligne* : voilà la consigne.

Eh bien, nous nous moquons de ces jeux d'enfant, et nos adversaires n'y gagneront rien. C'est en vain qu'ils chercheront à étouffer la vérité.

Elle finira tôt ou tard par briller à leur confusion, et surtout elle triomphera.

Ah ! ils prétendent échapper en entretenant le peuple dans l'ignorance de ce qui se passe ici. Nous verrons bien qui l'emportera, de la lumière ou des ténèbres. Si la presse du parti opposé méconnait ses devoirs, nous serons fidèles, au nôtre. Nous ne demandons rien de déraisonnable : ce que nous voulons, c'est que le peuple ait sous les yeux la preuve entière dans les deux enquêtes afin de juger par lui-même, et si la conspiration du silence poursuit son œuvre, nous suppléerons à cette lacune. Nous sommes bien déterminés à atteindre l'opinion publique, et dussions-nous pour cela distribuer dans la province 100,000 brochures contenant tous les témoignages dans les deux langues, nous le ferons certainement.

La tactique des laches

Comment ils reculent quand ils sont attaqués en face

Ce serait risible, si ce n'était aussi abject, que l'attitude adoptée par M. Taillon et ses amis devant le comité d'enquête sur l'affaire des $100,000.

Voici un chef de parti, qui est censé incarner l'honneur de son parti, et qui, accusé en face par un journaliste qui a le courage de ses opinions, cherche à s'abriter derrière d'autres personnes qui ne sont pas en cause, en insinuant toutes sortes d'horreurs sur leur compte, au lieu de commencer par se disculper.

Ses tentatives en ce sens sont si fréquentes que le comité a toutes les peines du monde à réprimer sa ridicule manie d'interrompre à tout instant l'examen des témoins et de chercher à les prendre par surprise en leur posant à brûle-pourpoint des questions insidieuses qui n'ont aucun rapport avec la cause. Le fait est que ce pauvre chef de l'opposition n'est plus du tout maitre de lui-même ; il s'emporte à tout propos, il lui prend des colères d'enfant pour des riens, une porte qui s'ouvre, un soulier qui craque. On dirait d'un rat pris au piège.

Hier, il poussait l'outrecuidance jusqu'à vouloir interroger M. Whelan sur ses rapports avec le gouvernement Mercier ; il lui posait même des questions perfides, désirant savoir s'il n'avait pas donné des sommes d'argent à l'hon. M. Mercier, à M. Pacaud, etc.

Est-ce là la conduite d'un homme ayant conscience du rôle d'accusé qui est le sien pour le moment ? Avant d'attaquer les autres, qu'il commence par se laver lui-même. Comme le lui a fait remarquer M. Lareau avec un grand bon sens, la faute de l'un ne justifierait pas celle de l'autre. Cet argument du *tu quoque*, dont M. Taillon veut abuser, n'a jamais valu rien.

La question n'est pas sur les relations des contracteurs publics avec le présent gouvernement, mais avec l'ex-cabinet Ross Taillon. En sortir, serait prolonger inutilement et illégalement l'enquête. Nous disons illégalement, parceque l'accusation dont il s'agit est portée contre le cabinet Ross-Taillon, et contre nul autre.

Si M. Taillon veut avoir le privilège d'une enquête dilatoire, il n'y a pour lui qu'un moyen légal et raisonnable : qu'il ait le courage de formuler une accusation précise sous sa responsabilité, comme l'a fait le directeur de l'*Electeur*. S'il ne le fait pas, qu'il se taise et ne cherche pas à en imposer au public par les insinuations stupides que la colère et la rage lui arrachent.

Un incident de l'enquete

Par excès de délicatesse, M. David, le président du comité d'enquête sur l'affaire des $100,000, a permis une digression regrettable dans la conduite de l'enquête.

M. Taillon qui ne demandait pas mieux que de faire diversion aux révélations foudroyantes qui l'accablaient, a cherché à inculper ses adversaires politiques.

Chaque fois, M. Robidoux et l'hon. M. Gagnon le ramenèrent avec énergie à la question, en rappelant que le comité n'avait pas le droit de dépasser la limite de sa juridiction telle que tracée par les instructions qu'il avait reçues de la chambre, mais qu'il serait souverainement injuste de faire une preuve contre des hommes ou un parti qui n'étaient pas mis en position de se défendre. Agissez comme un homme d'honneur, comme l'a fait M. Pacaud, disait M. Gagnon ; ayez le courage de porter sous votre responsabilité une accusation directe contre le gouvernement dont je fais partie, et nous vous donnerons toute la chance de faire une preuve, mais tant et aussi longtemps que vous n'aurez pas eu ce courage, nous vous nions le droit d'essayer, pendant que nous sommes à faire votre procès, de faire celui des autres, de chercher à faire des déclarations compromettantes contre nous, sans que nous ayons le privilège de pouvoir les contredire, n'étant pas en cause.

Qui le croirait ? M. David, dont nous ne contestons pas les bonnes qualités et les bonnes intentions, mais qui a dans cette circonstance poussé trop loin la crainte de faire une injustice à ses adversaires, a permis à M. Taillon de s'attaquer aux amis du gouvernement national. M. Whelan venait de donner l'énumération de toutes les sommes qu'il avait souscrites en faveur des ministres et députés conservateurs. M. Taillon se leva et posa la question suivante :

—Mais n'avez-vous pas souscrit aussi pour les libéraux ?

Le président renvoya l'objection faite à cette question par M. Robidoux et permit au témoin de répondre. Celui-ci répondit qu'il avait souscrit, et même davantage, pour les libéraux que pour les conservateurs.

Il est vrai qu'il s'explique ensuite en ajoutant que ce qui faisait le surplus de ses souscriptions libérales, c'est qu'il avait souscrit pour les libéraux aux élections fédérales de 1887 aussi bien qu'aux élections provinciales de 1886.

Il est bien entendu que nous n'admettons pas l'exactitude de cette assertion de M. Whelan ; aussi ne la mentionnons-nous que pour faire voir l'illégalité de ce genre de preuve, venant d'un témoin qui nous est aujourd'hui visiblement hostile.

Mais il importe que le public ne se laisse pas égarer par cette preuve dilatoire et intempestive. Il ne faut pas oublier que M. Whelan a juré qu'à cette époque des élections générales de 1886, toutes ses sympathies étaient acquises au parti libéral. En souscrivant pour ses amis politiques, suivant ses convictions et ses sympathies, ses dons ne pouvaient donc rien avoir d'intéressé ni de sordide.

Mais pour qu'il ait donné plus de $10,000 à des hommes dont il réprouvait les opinions politiques, pour qu'il ait été amené dans les circonstances dont il parle dans son témoignage et qu'il ait donné de l'argent pour l'élection de M. Blanchet, de M. Casgrain et autres, dont il ne partageait pas les idées, il fallait une considération.

Etquelle était donc cette considération, sinon celle qui est consignée dans son engagement du 16 juillet 1886 ? C'est-à-dire que, donnant d'une main, il savait qu'il recevrait de l'autre.

C'étaient des contributions qui lui étaient arrachées au détriment du trésor public, tandis que les souscriptions qu'il faisait à ses propres amis politiques étaient honorables, en ce que ses amis, étant dans l'opposition, n'avaient rien à lui donner en échange, et qu'alors ne il faisait que travailler comme un homme d'honneur au triomphe de ses convictions politiques.

Encore une fois, nous ne voyons pas de mal au prélèvement de souscriptions pour les dépenses légales des élections, et l'on sait que ces dépenses légales sont parfois onéreuses. C'est en soi-même quelque chose de parfaitement honorable et c'est l'accompagnement obligé du système représentatif. Le mal n'est pas dans la chose elle-même, mais dans les circonstances qui l'accompagnent.

Ce qui est répréhensible, c'est d'obtenir ces souscriptions, non par un appel au dévouement et au désintéressement du partisan, mais par une conspiration honteuse contre le trésor public comme la chose s'est faite dans l'affaire des $100,000 dont le comité a reçu instruction de s'enquérir à l'exclusion de toute autre matière.

LE REFUS DE M. PACAUD

Lorsque M. Pacaud a produit mercredi devant le comité spécial les documents qui accompagnent sa déclaration insérée dans une autre colonne, M. Taillon insistat pour que le témoin donnât le nom des personnes dont il tenait ses informations.

Le directeur de l'*Electeur* répliqua avec beaucoup de raison : Peu vous importe de savoir qui m'a donné ces papiers et ces informations. Tout ce qu'il importe de savoir, c'est ces documents sont authentiques. Les noms propres ne prouveront rien. Cette recherche indiscrète que vous voulez faire n'a d'autre but que de vous permettre d'assouvir votre vengeance contre les personnes de qui je tiens mes renseignements. Je me refuse absolument à servir vos haines. Vous ne saurez donc rien.

Ce refus a été justifié hier par la chambre, à laquelle la question avait été soumise, et la chambre a eu raison.

Il y a des badauds qui vous disent : Comment se fait-il que M. Pacaud, qui avait promis des révélations, refuse maintenant de parler ?

M. Pacaud ne refuse pas de parler. Il a produit des documents, et il y a si peu lieu de s'enquérir des noms propres, qu'hier la preuve de l'authenticité de ces pièces a été faite complètement par le témoignage de M. Whelan, qui a vérifié et reconnu toutes ces pièces comme ayant passé par ses mains. Les lettres, les billets, les reçus, les chèques, les signatures, la nature des transactions, tout est admis. Le tableaux des souscriptions électorales a aussi été reconnu par M. Whelan comme indiquant exactement les montants, les dates, les circonstances dont il y est fait mention.

Où serait la nécessité de mettre en cause les personnes qui ont fourni ces informations, du moment que l'authenticité en est prouvée ?

Il est vraiment ridicule d'être obligé de discuter des questions aussi simples que celle-là.

MENTEURS !

Le peu que la presse bleue publie des témoignages reçus à l'enquête sur l'affaire des $100,000 n'est qu'un tissu de fausse tés, agencé avec une mauvaise foi infernale.

C'est ce que nous nous engageons à prouver, dès que nous aurons le texte des dépositions, par une simple confrontation de ce que la presse de l'opposition fait dire aux témoins en regard de ce qu'ils ont dit réellement. Sur les points les plus importants, c'est exactement le contraire de ce qu'ils ont dit qu'on leur met dans la bouche. Le plus menteur de tous, c'est le *Courrier du Canada*. En attendant que nous puissions faire la récapitulation promise, citons un exemple en passant.

Le *Courrier* dit que M. Pacaud est détenteur de papiers volés, et que M. Whelan a juré que ces papiers lui ont été volés. Or, le rédacteur du *Courrier* était présent au comité lorsque M. Whelan a juré que ces documents ne lui ont pas été volés, et il sait que, lorsque M. Casgrain a demandé au témoin s'il s'en était dépossédé volontairement, celui-ci a refusé de répondre.

Voilà comment nos adversaires renseignent leur public.

ACTUALITES

Nous sommes heureux d'apprendre que l'honorable M. Mercier se remet rapidement des suites de l'accident dont nous avons parlé hier.

Il a pu quitter son lit hier et espère pouvoir sortir aujourd'hui.

Nous apprenons avec plaisir la nomination de notre ami, M. Hormidas Mayrand, comme maire de St-Léon. Ce monsieur mérite, à tous égards, cette marque d'estime et de confiance. C'est un homme très intelligent et qui remplira, nous n'en doutons pas, cette charge dignement.

Nous nous joignons à ses nombreux amis pour lui offrir nos plus cordiales félicitations.

A une assemblée des membres de la société St-Jean-Baptiste tenue en l'hôtel de ville de la Pointe Gatineau le 3 mars 1889.

Il est résolu, sur motion de M. Marcel Poirier secondé par M. Narcisse Roy, que les membres de la société St-Jean Baptiste de la Pointe Gatineau accusent avec reconnaissance réception du portrait de l'honorable M. Mercier, donné par lui à la dité société, le remerciant beaucoup de ce don sigénéreux et qu'une copie de la présente résolution lui soit transmise par le trésorier à cet effet.

Le *Moniteur Acadien* du 12 courant publie le rapport de la Société Acadienne St-François-Xavier, Moncton, Nouveau Brunswick. Nous en extrayons ce qui suit :

"La bibliotère renferme, 316 volumes, volumes choisis, que chacun lit avec plaisir, et ou chacun puise des connaissances qui le mettent plus en rapport avec les idées générales du jour.

Grâce à la bonté de l'Hon. P.-Ministre de la province de Québec, et du secrétaire provincial, par l'entremise de M. Geo D. Fuchs, la société a reçu au dessus de 100 volumes, écrits par les meilleurs écrivains canadiens-français. C'est une lacune de comblée, car les auteurs de notre pays doivent nous être chers car ils sont plus à même de nous connaitre et de nous apprécier. Messieurs Babin et J. N. Lebjanc ont pris à cœur la direction de la bibliothèque, et elle ne pourrait être en meilleures mains. "

Et l'organe acadien ajoute :

"L'hon. M. Mercier et l'hon. M. Gagnon, du gouvernement de Québec, ont droit à de chaleureuses félicitations pour la générosité dont ils ont fait preuve envers la Société Acadienne St-François Xavier de Moncton."

Nous avons appris avec plaisir que notre jeune ami M. Oscar Denéchaud, de la maison McCall Shehyn, devait ouvrir prochainement un magasin général à Saint-Augustin.

La carrière aujourd'hui si difficile dans laquelle il va entrer s'offre pour lui sous les meilleurs auspices, et nous lui souhaitons tout le succès que mérite son esprit d'entreprise.

Le Conseil législatif a siégé de 3 h. à 5 h. hier après-midi pour expédier quelque législation.

La reine Victoria ira bientôt à Saint-Sébastien pour visiter les tombes des soldats anglais qui sont tombés pendant les guerres péninsulaires.

On a reçu à Berlin des lettres de Zanzibar disant que, s'il faut en croire les informations des indigènes, Stanley marcherait rapidement vers la côte orientale d'Afrique.

A propos de la dernière crise ministérielle en France, se rappelle-t-on qu'à elle seule, la chambre actuelle a renversé six ministères !

Un cabinet Brisson, tombé le 2 janvier 1886 ;

Le ministère Freycinet-Boulanger, "blackboulé" le 3 décembre 1886, sur un amendement demandant la suppression des sous-préfets ;

Un cabinet Goblet, tombé le 17 mai 1887, pour cause d'insuffisance dans la réduction des dépenses ;

Le ministère Rouvier, dit d'apaisement, tombé, le 19 novembre 1887, sur une interpellation de M. Clémenceau ;

Un cabinet Tirard, tombé le 31 mars 1888, après trois mois et demi d'existence ;

Enfin, le ministère Floquet, qui vient d'être renversé sur la question de la revision.

DERNIERES DEPECHES

Nouvelles de Montreal

Incendie

L'affaire Benson.—Suite des procedures

La ligne courte et la deputation de Saint-Jean du Nouveau-Brunswick

Promesses de bonne augure des ministres federaux

Disparition mysterieuse de Frank Varey, commis de la Banque d'Echange

(Service spécial de l'ELECTEUR)

Montréal, 14 mars.—Un feu considérable a détruit la grange de M. Lefebvre, de Brosseau Station près de Laprairie, de l'autre côté du fleuve.

Cette bâtisse contenait à peu près 5,100 tonnes de foin, outre un grand nombre d'instruments aratoires de valeur. Les dommages s'élèvent à plus de $15,000, en partie couverts par les assurances.

—L'affaire Benson se continue.

La seule déposition intéressante est celle de Singer, l'individu qui a été blessé par Benson et passé pour avoir été vu dans la chambre de madame Benson. Voici son témoignage : Frank Singer nie qu'il se soit porté à aucune voie de fait sur la femme du prisonnier, lorsqu'il était dans la chambre de celle-ci.

" Il n'y avait personne dans la cuisine quand j'y suis entré ; je suis entré dans la chambre à coucher, j'ai secoué la personne qui était dans le lit, et n'y suis demeuré que deux minutes. Je n'ai pas touché à Mme Benson, et si je l'ai fait, c'est par mégarde "

Il est marié et sa femme a entendu parler de cette affaire, mais elle ne l'a jamais menacé à ce sujet.

" Je suis marié depuis trois ans et demi et j'ai deux enfants.

" Après être sorti de la chambre, Benson ne m'a pas parlé. Je n'ai pas vu le jeune Willie Benson. Après avoir été blessé, je suis allé à l'hôpital où j'ai passé une semaine. Je ne me suis jamais plaint d'avoir été blessé. En entendant le coup de feu, nous nous sommes tous sauvés.

"Je ne peux pas dire si la défunte était jolie ou non, car je n'y faisais pas attention. Quand je suis entré dans la chambre à coucher de la défunte, c'était pour prendre mon chapeau, et pour cela je n'ai pas été obligé de monter sur le lit, car mon bras était assez long pour le saisir. "

Les membres de la députation de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, qui sont allés à Ottawa pour avoir une entrevue avec les ministres afin de les prier de faire du port de leur ville un port d'hiver pour tout le Canada, sont descendus hier soir au Windsor. Ils se disent très satisfaits de leurs démarches auprès du gouvernement qui a promis de prendre leur demande en sérieuse considération.

Ils ont aussi vu M. Van Horne et ont conféré avec lui des arrangements qu'ils pourraient faire pour transporter les colis par la "Ligne Courte" par laquelle on pourrait franchir la distance entre Montréal et Saint-Jean, en 15 heures de temps. M. Van Horne a aussi promis de s'occuper sérieusement de la chose et de se rendre même à Saint-Jean dans ce but.

—Il y a eu beaucoup d'excitation en cette ville au sujet de la publication d'un rapport comportant que M. Frank Varey, ancien commis de confiance à la Banque d'Exchange, était partie avec un certain montant d'argent appartenant à cette institution.

Les faits sont les suivants :

Il y quelques mois, on envoya M. Varey à la Banque du Peuple avec un chèque payable au porteur, et ayant sur le dos l'inscription suivante : " Pour dépôt au crédit de la Banque d'Echange ". Le chèque était pour $800 et il aurait dû être déposé à la Banque de Québec ou les liquidateurs avaient un compte ouvert. Le payeur dit qu'il a payé la valeur du chèque à Varey lui-même, bien que, quand l'attention des autorité de la banque fut attirée sur cette affaire, il ne put se rappeler les circonstances.

Ce n'est qu'il y a quinze jours que des liquidateurs de la Banque d'Echange parcourant leur compte avec la Banque de Québec, s'apercurent qu'on avait oublié de leur créditer le chèque en question.

On demanda des explications à M. Varey qui n'en put donner, et depuis vendredi dernier il n'a pas fait son apparition au bureau.

Après recherches faites auprès des patrons du fugitif, ces derniers ont exprimé leur surprise d'apprendre le départ de ce jeune homme en qui ils avaient toute confiance. On a fait faire des recherches dans les livres qui n'ont abouti à la découverte d'aucune autre défalcation. Cette affaire du chèque se déroulera probablement devant les tribunaux avant longtemps.

La famille de Varey n'a entendu parler de la chose que samedi dernier. Son frère l'a interrogé à ce sujet.

Le jeune homme a répondu :

" Je n'ai jamais retiré l'argent de ce chèque. On me dit cependant que si je ne rembourse pas ce montant de $800 on me fera arrêter dans les vingt quatre heures. Je n'ai pas d'argent pour me défendre sur capias, mais j'en ai suffisamment pour m'acheter un billet de passage, et dimanche matin je quitterai la ville ".

M. Frank Varey était tenu en haute estime et, malgré tout que beaucoup de personnes expriment leur sympathie à son égard. On ne sait pas encore où il s'est refugié. Il vivait très modestement et personne ne parait le soupçonner d'avoir commis une telle action.

L'hon M. Pope mourant

(Service spécial de l'ELECTEUR)

Ottawa, 14 mars.—L'honorable ministre Pope se meurt.

Sa femme et sa fille ont été mandées de Sherbrooke.

M. Hall lui succèdera au ministère des chemins de fer.

ACTE DE DESEPOIR D'UN LOVELACE

Il rencontre la belle sur la rue, l'embrasse essaye de la tuer et se suicide

Détroit, 14 mars.—Mardi soir, un jeune homme du nom de Nelson Brule rencontra sur la rue mademoiselle Ida Corneau, une ancienne flamme.

Tous deux s'étaient connus l'été dernier et s'étaient aimés ; mais ayant appris qu'il était marié, elle lui avait signifiée son congé il a quelque temps.

Brule s'approcha vivement de la jeune fille, et marcha quelque temps avec elle. Tout à coup, il l'entoura de ses bras, lui donna un baiser, et sorfant un revolver de sa poche, lui tira dans l'oreille ; il s'en déchargea ensuite un second coup dans la tête et tomba à ses pieds.

Brule est mourant : mais la jeune fille n'est pas mortellement blessée.

CRIME ATROCE D'UNE PROSTITUEE

Elle fait bruler son enfant dans un poele

New-York, 14 mars.—Une jeune fille d'une grande beauté, Joséphine James, qui est actuellement détenue dans la prison de Paterson parce qu'elle menait une vie de désordre, s'est rendue coupable d'un crime inconcevable lundi dernier. Elle a fait brûler dans un poêle son enfant, auquel elle avait donné le jour dans la nuit de dimanche. Elle a ensuite confessé son crime, et elle comparaitra devant les tribunaux pour infanticide.

Assemblee Legislative

(*Séance du 14 mars*)

Reprise du débat sur l'amendement de M. Robidoux à la motion de M. David pour prendre action sur le rapport du comité d'enquête *in re l'Electeur* et le gouvernement Ross-Taillon.

M. JULES TESSIER

Dit que lorsqu'il a proposé hier l'ajournement du débat, on a paru croire qu'il voulait faire traîner la discussion en longueur, mais que tel n'est pas le cas. Il a écouté avec beaucoup d'intérêt les arguments émis avec tant d'éloquence par ceux qui ont exprimé l'opinion que le rapport du comité doit être adopté, et par ceux qui ont prétendu que la question soumise au témoin Pacaud allait entraîner le comité sur un terrain étranger à ses attributions. Jusqu'à présent, on a restreint la discussion au fait de la légalité de la question telle que posée. Mais, M. le président, il y a d'autres questions qui méritent d'attirer notre attention avant d'en arriver à une décision.

Pouvons nous donner suite au rapport du comité ? La section 18 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord fixe quels sont les privilèges, immunités et pouvoirs de la Chambre des Communes, et dit que ces pouvoirs ne peuvent dépasser ceux possédés par la Chambre des Communes en Angleterre lors de la passation de cet acte. En vertu des pouvoirs à lui conférés par l'acte fédéral, le Parlement du Canada passa l'acte 31 Vic. chap. 24, donnant aux comités le droit d'assermenter des témoins.

En 1873, lorsqu'un comité a été nommé pour s'enquérir de certaines accusations relativement à des argents avancés par les contracteurs de la compagnie du chemin de fer du Pacifique, on s'est inquiété de cette question de savoir si le comité pourrait assermenter les témoins. On a été convaincu du contraire, et sur la demande du comité, la chambre a été obligée de passer un acte spécial à cet effet, à savoir l'acte 36 Vic. chap. 24.

Alors s'est présentée la question de la constitutionnalité de cette acte, qui a été désavoué en Angleterre comme *ultra vires*, et dans sa dépêche à lord Dufferin, lord Kimberley déclare aussi que l'acte de 1868 est nul et illégal.

Il a fallu faire passer en 1875 un acte impérial pour valider et donner vigueur aux actes passés par le Parlement du Canada sur ce sujet.

Mais cet acte impérial n'a donné aucun tel pouvoir aux législatures provinciales. Il y a donc de grands doutes sur les pouvoirs de cette législature de faire prêter le serment aux témoins assignés devant les comités.

C'est l'opinion exprimée par Bourinot.

M. Tessier ajoute qu'il a cru devoir faire part de ces doutes à la chambre non pas pour attaquer l'action du comité, ni pour soulever aucune question d'ordre, mais pour mettre la chambre en garde contre les inconvénients qui pourraient peut-être arriver aux cas de conflits entre les témoins et le comité.

Entretenant ces doutes, il ne croit pas pouvoir voter l'adoption du rapport du comité.

MM. Blanchet et David parlent en faveur du rejet de l'amendement de M. Robidoux.

L'hon. M. Turcotte prétend le contraire et le chef de l'opposition prend aussi part au débat, puis l'amendement est mis au vote.

Pour : — MM. Turcotte, Rhodes, Shehyn, Gagnon, Duhamel, Robidoux, Cameron, Bisson, McShane, Sylvestre, Martin (Rimouski), Morin, Rocheleau, Forest, Pilon, Tessier, Bernatchez, Boyer, Lemieux, Rinfret, Girouard, Laliberté, Déchêne (l'Islet), Rochon, Gladu, Pelletier, Trudel, Cardin, Dumais, de Grosbois, Legris, Goyette.—32.

Contre :—MM. David, Lareau, Lussier, Lafontaine, Champagne, Taillon, Robertson, Lynch, Blanchet, Flynn, Desjardins, Poupore, Deschênes (Témiscouata), Picard, Mackintosh, Duplessis, Casgrain, Nantel, Faucher de St-Maurice, Spencer, Owens, Hall, Baldwin, Tourigny, Martin (Bonaventure), Beauchamp, Lapointe.—27.

L'amendement de M. Robidoux : " Que la chambre permettre à M. Pacaud de ne point répondre à certaines questions posées par le comité Taillon," est ainsi adopté.

BILL POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE

Reprise du débat ajourné sur l'amendement de l'hon. M. Pelletier (fait à la motion de l'hon. M. Lynch) pour renvoyer à six mois le comité général sur le bill (No 47) reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale, ou du notariat.

M. LYNCH

Parle longuement sur le mérite de son projet de loi. Il dit que c'est une idée qui fait sûrement son chemin. Le député de Brome termine en disant que l'honneur des universités McGill, Bishop et Lennoxville, est une garantie suffisante pour la valeur des titres accordés aux bacheliers ès-arts.

M. NANTEL

Se prononce carrément en faveur du bill de M. Lynch.

M. PICARD

Dit qu'il acceptera la mesure, pourvu qu'elle ne soit pas au détriment de nos collèges qui ne sont pas affiliés à Laval.

M. DAVID

Je proposerai l'amendement qui suit si le bill n'est pas renvoyé à 6 mois : " Les élèves des collèges non affiliés, porteurs d'un certificat d'étude, seront admis à l'étude des professions sans examen. "

Le vote est pris sur le renvoi du bill à *six mois* ; cette motion est rejetée par un vote de 23 pour le renvoi du bill et 32 contre.

La chambre se forme alors en comité sur le bill de M. Lynch.

L'amendement de M. David concernant les collèges non affiliés est rejeté.

A six heures le comité rapporte progrès.

(*Séance du soir*)

La chambre se forme de nouveau en en comité sur le bill Lynch.

Ce bill est adopté.

Comité général sur le bill (T 61 Conseil législatif). " Acte donnant à la Cour Supérieure et à la Cour de Circuit du district de Terrebonne juridiction concurrente sur les cantons de Clyde, Joly, Marchand et Loranger dans le district d'Ottawa et les cantons de Mousseau et Lynch dans le district de Joliette. "—M. David.

M. ROCHON

S'oppose vigoureusement à ce projet de loi. Le député d'Ottawa propose le renvoi de ce bill à six mois.

M. NANTEL

Parle en faveur de la législation.

Les hon. MM. Gagnon et Turcotte sont d'opinion que le bill devrait être renvoyé au comité de législation avant de le rejetter.

Une passe d'arme vigoureuse a lieu entre le député d'Ottawa et celui de Terrebonne.

M. Rochon défend avec talent la cause de son comté concerné dans le bill ci-haut nommé.

Finalement il est décidé que le bill soit renvoyé à un comité spécial.

Reprise des débats sur la motion pour la seconde lecture du bill (No. 170) amendant la loi concernant les voitures d'hivor.—M. Beauchamp.

Le député des Deux Montagnes parle en faveur de l'élargissement de nos voitures d'hiver.

M. GIROUARD

Est contre le bill parce qu'il ne le croit pas dans l'intérêt général de nos comtés ruraux. Il propose que le bill 170 soit renvoyé à six mois.

M. ROCHELEAU

Propose un amendement au bill de M. Beauchamp afin que les vieilles voitures puissent être usées sans qu'on les charge.

M. PILON

Est tout à fait défavorable au bill des voitures d'hiver.

MM. Mackintosh, Owens, Lareau, Poupore, Rochon, Taillon, Beauchamp, Girouard, prennent part à la discussion et l'on croient que le bill sera lu demain une troisième fois.

Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable M. Taillon, pour une adresse demandant copie de la lettre adressée par M. Beausoleil au gouvernement, en 1888, lorsqu'il a transmis ses comptes *re* taxes sur les comporations commerciales.

L'honorable M. Shehyn déclare qu'il n'existe aucun document de ce genre.

L'honorable M. Pelletier propose la seconde lecture du bill (O du Conseil législatif) intitulé : " Acte étendant la juridiction territoriale de la cour de circuit du district de Québec. "

L'honorable M. Blanchet s'oppose au principe de cette loi et propose qu'elle soit renvoyée à 6 mois.

L'HON. M. PELLETIER

Démontre, documents en mains, que la majorité des contribuables du comté de Dorchester sont en faveur de ce projet de loi.

Le conseil du comté de Dorchester s'est officiellement prononcé pour le loi de M. Pelletier, étendant la juridiction territoriale de la cour de circuit du district de Québec.

La proposition de M. Blanchet, de renvoyer le bill à 6 mois, est rejeté par un vote de 14 contre 26.

Le bill sera lu demain une troisième fois.

M. DECHENE (l'Islet)

Propose la seconde lecture du bill amendant l'acte 24 Victoria, chapitre 26 intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relativement à la cour du recorder de la cité de Québec et ses amendements. "

Suite à la quatrième page

COMITE TAILLON

ENCORE M. WHELAN

A dix heures trente hier matin le comité se réunit ,et M. Robidoux lit la déclaration suivante signée par M. Ernest Pacaud. En voici la teneur :

" Qu'il était présent, hier soir, à la séance de l'Assemblée Législative, lorsque l'hon. procureur général a offert, de son siège, au chef de l'opposition de faciliter la continuation de cette enquête après la prorogation des chambres, soit par la passation d'un bill, soit en nommant, en vertu de l'acte de 1869, les membres de ce comité spécial.

" Que le soussigné a aussi entendu dire à l'hon. chef de l'opposition qu'il refusait toute proposition de ce genre et qu'il retarderait la prorogation, attendue chaque jour, jusqu'à ce que l'enquête fut terminée.

"Que le soussigné regrette cette précipitation dans une affaire aussi importante.

"Qu'il soumet respectueusement que ce comité ne saurait clore cette enquête sans assigner toutes les personnes désignées dans les documents produits, afin de leur faire expliquer la nature de ces transactions.

"Que l'hon. M. Jean Blanchet, secrétaire provincial dans le gouvernement Ross-Taillon, devrait être assigné à comparaître pour reconnaître sa lettre du 10 octobre 1886 à M. Charlebois, expliquer la nature des papiers demandés et lui demander s'il a reçu en réponse une somme de $500.

"Que sir A. P. Caron et son secrétaire M. A. Benoit devraient aussi être assignés pour expliquer le reçu donné à M. Whelan le 12 octobre 1886 et dire s'ils n'ont pas reçu en outre de MM. Whelan et Ford une somme de $500 pour l'élection de M. Casgrain, député de Québec.

"Que messieurs Edmond St-Louis, J. M. Dufresne et le nommé Omara devraient aussi être assignés pour leur demander s'ils n'ont pas reçu $400 de MM. Whelan et Ford pour l'élection de M. Taillon.

"Que M. Louis Lamontagne, gérant du *Journal de Québec*, devrait aussi être assigné pour lui demander si les $300 réclamées par sa lettre du 6 décembre 1885 à M. Ford n'étaient pas destinées à l'hon. M. Flynn.

" Le soussigné suggère aussi d'assigner MM. McConville et Renaud, avocats de Joliette, pour leur demander s'ils n'ont pas reçu de MM. Whelan et Ford une somme de $1700 pour fins électorales.

" Aussi M. Leblanc, député de Laval, pour lui demander s'il n'a pas reçu de MM. Whelan et Ford une somme de $500 pour fins électorales.

" Le soussigné soumet respectivement qu'ayant produit ces documents : lettres-chèques-télégrames et états indiquant divers paiements, il appartient maintenant au comité de prendre l'initiative de s'enquérir de la nature et de l'authenticité de ces documents."

(Signé)

ERNEST PACAUD.

On commence à réexaminer M. Whelan puis on décide de faire produire les deux billets. En conséquence M. Théo. Hamel est appelé et il produit les deux celèbres billets dont voici une copie exacte.

Québec 15 juillet 1886.

Dans le cas d'un règlement avec le gouvernement de Québec des reclamations que j'ai contre lui comme entrepreneur de la chambre d'assemblée de Québec, jusqu'à ce jour, je m'engage à payer au porteur de la présente et à vue, la somme de cinquante mille piastres, pour bonne et valable considération, à condition cependant que tel règlement se fasse avant les prochaines élections locales.

(Signé)

A. CHARLEBOIS

Québec 16 july 1886.

In case of a settlement of the claims we have, to date, against the local government as contractors, we promise to pay at sight to the bearer of these present the sum of fifty thousand dollars providing such a settlement is arrived at before the coming provincial élections.

(Signé)

J. P. WHELAN.

On continue à interroger M. Whelan qui dit qu'il a souscrit pour les deux partis. M. Taillon veut savoir si le témoin a souscrit plus pour les libéraux que pour les conservateurs. M. Whelan refuse de répondre et le président, M. David, décide que le temps n'est pas venu de poser ette question,

NouvellesLocales

Une fausse nouvelle

On nous prie d'annoncer que la nouvelle parue dans les journaux d'hier matin annoncant le départ de l'hon. juge Bossé pour l'Europe, est controuvée.

Municipal

A la demande des contribuables des quartiers St Roch et Jacques-Cartier, messieurs les échevins et conseillers qui ont donné leur démission ces jours derniers ont consenti à se représenter de nouveau.

Retraite

Une retraite spéciale pour les jeunes gens s'ouvrira dimanche soir à la congrégation de la Haute-Ville. Elle sera prêchée par le Révd P. Schmidt, S. J. de Montréal.

Compagnie du Richelieu

Le voyage fait aux Etats-Unis le printemps dernier par les directeurs de la compagnie du Richelieu et d'Ontario a porté ses fruits. Ces messieurs font actuellement décorer à fresque les salons et les cabines du *Québec* et du *Montréal* par M. Beaulieu de Montréal. Ces décorations produiront un effet splendide et rehausseront de beaucoup la beauté intérieure de ces bateaux palais.

Les journaux ont rapporté que la compagnie du Richelieu avait loué l'Anse Wolfe, à Québec, pour en faire plus tard les quartiers d'hiver de sa flotte.

Un des principaux directeurs de la compagnie dit que rien de tel n'a été fait, à preuve la compagnie a acheté dernièrement de nouvelles propriétés foncières à Sorel.

Service anniversaire

Hier matin a eu lieu à St. Roch des Aulnais, au milieu d'un grand concours de parents et d'amis, le service anniversaire de M. Joseph Miville Déchêne.

Funerailles du Revd. M. DeGaspe

Les funérailles du Révd. M. DeGaspé ont eu lieu mercredi matin à 9 heures, à l'église de Lévis, au milieu d'un grand concours de citoyens et de membres du clergé.

Sucre d'erable

On a déjà commencé, dans les campagnes environnantes à se préparer pour la saison du sucre d'érable. On croit que la saison sera bonne.

Somnambulisme

Dans un accès de somnambulisme, M. Albert Girard, de Lemoxville, a sauté par la fenêtre de sa chambre à coucher, et est tombé d'une hauteur d'environ quinze pieds, s'infligeant des blessures assez graves à la tête et aux genoux.

Derraillement

Le convoi local de l'Intercolonial a été retardé de 3 heures mardi, par le déraillement de sa charrue qui s'est produit, 2 milles avant d'arriver à Saint-Thomas.

La neige tombée depuis le commencement de l'hiver a tellement encombré la voie qu'à l'heure actuelle il faut une charrue à la moindre poudrerie.

Depuis samedi, presque tous les convois sont partis avec une charrue.

Immigrants

Un convoi d'immigrés trainé par deux locomotives précédées d'une charrue, est arrivé à Lévis dimanche soir, à la suite de la malle anglaise. Il portait 270 immigrés qui sont traversés à Québec pour prendre le Pacifique et 83 qui sont partis par le Grand Tronc à 7.45 heures.

A Levis

Le comité général du conseil de ville de Lévis, après la séance du 4 courant, a décidé comme suite les diverses questions qui lui avaient été soumis :

Au sujet de la lettre de M. Théo. Hamel demandant à acheter un terrain dans le quartier Lauzon, pour une compagnie d'amiante, M. le secrétaire a été chargé de demander de plus amples informations à M. Hamel.

La question du changement de la station du feu du quartier Notre-Dame a été remise au printemps prochain.

En avant le progres

Il nous a été donné de visiter le bel établissement de chapellerie de MM. Déchêne & Gingras, rue St Joseph, St Roch, et nous pouvons dire dès maintenant que lorsque les améliorations que l'on fait exécuter seront terminées, ce magasin sera un des plus jolis de Québec.

Qu'il nous soit aussi permis d'ajouter que nous y avons vu le plus bel assortiment de chapeaux qu'il soit possible d'imaginer.

Inutile d'insister sur ce fait, car il est connu du public que cette maison a toujours la primeure de ce qui concerne cette ligne.

Ainsi nous conseillons à tout le monde d'aller faire une visite pour leurs chapeaux de printemps et d'été chez

MM. DECHENE & GINGRAS,
rue St Joseph, St Roch.

j. 5fs.

L'ami de tout le monde

Le Sirop Tolu Senega et Gomme d'Epinette du Dr Ed. Morin, est l'ami de tout le monde. Gardez-en toujours une bouteille dans votre maison, car vous pouvez en avoir besoin au moment où vous vous y attendrez le moins.

E. et J.

Poils follets, duvet importun

enlevés en deux minutes par la Muture épilatoire du Dr Djin—le flacon $2.50.

L'Ondine détruit pour toujours les pellicules de la tête—$1.00 le flacon.

L'Eau Suédoise frise les cheveux sans fer—$1.25 le flacon.

La Lotion du Dr Gée, enlève les taches de rousseur et les points noirs du visage—$1.50. Envoi franco par la malle.

GARRIGUE & JALRAS,
Comptoir Parisien, 16 rue St-Jean, Haute-Ville.—E. 1s.

Conference

Vendredi, le 15 du courant, dans les salles de l'Union Commerciale de Québec, No 41, rue de l'Eglise, il sera donné une conférence par M. L. P. Lemay.

Sujet : " Mon voyage à Paris. "

Les membres pourront se procurer des cartes en s'adressant au gardien.

Les dames sont admises.

Par ordre,
A. L. BOULANGER,
Sec.-arc.
U. C. Q.

E.—2fs.

Conseil hygienique

Nous conseillons fortement aux personnes qui sont atteintes de cette maladie vulgairement appelée Gratelle (qui se manifeste par une démangeaison intense de la peau et fait endurer au patient un malaise insupportable), de se procurer la pommade Solari qui en trois applications opèrera une guérison certaine.

Dépôt général chez MM. Giguère et Larue, pharmaciens, coins des rues St-Joseph et de l'Eglise, St-Roch.

E. J. 1 m s.

Le sirop Falleres

Est employé avec succès contre des éléments merbrides isolés, tels que la douleur dans les névralgies, la migraine, le rhumatisme, la phthisie et la blennorrhagie.

En vente dans toutes les pharmacies. e 2fs.

Etonnant

Rien n'est étonnant comme ce qui se passe en ce moment dans le commerce de St.-Roch, chacun lutte à qui mieux mieux pour pour offrir des avantages aux acheteurs.

Chacun produit sa liste de prix avec les réductions motivées.

Mais comme dans toutes choses ils s'en trouvent qui ne peuvent être surpassés et à qui les réductions des autres ne portent aucun ombrage. La maison Myrand Pouliot entre autre vous arrive chaque semaine avec une liste bien remplie de marchandises vendues à des prix réellement bas et les avantages qu'elle offre ne se portent pas seulement que sur les marchandises de la saison présente, mais aussi sur les importations nouvelles pour le printemps, qui sont offertes aux acheteurs à des réductions vraiement surprenantes.

Rien n'est plus curieux que de voir le bas prix auquel elle vend ses tweeds, serges à pardessus, étoffes à manteaux pour dames, étoffes à robes, etc. Sans vouloir parler d'un grand job de bas de laine à 18 et 20c la paire, de trois caisses de sherting et d'une autre caisse de coton careauté à 6 et 8c la verge.

Une visite vous en convaincra, chez

MYRAND & POULIOT,
215 rue St Joseph,
St-Roch.

Pension privee

Une bonne maison de pension, tenue dans les derniers goûts, tout le confort désirable.

Conditions faciles. Coin des rues Ste-Marie et d'Aiguillon.

S'adresser au
No 46 rue Ste-Marie.

E. & J.—1s.

Cardeur demande

On demande un bon cardeur.

S'adresser à
PICHER & FRERE.
Sainte-Anne la Parade,
Champlain.

E. & J. le quot. et l'hebd.—8fs.

GRANDE VENTE

SANS RESERVE

a la residence de feu Arthur Hamel,

No 44, rue Ste Geneviève, Cap

Ameublement complet de salon couvert en damas de soie, tables de centre et autres, bureau-etagère avec glace—le tout noyer noir, deux magnifiques glaces, tapis de Bruxelles, un piano de $500. salle à dîner—Tables à extension, tables de côté, side-board, chaises aussi en noyer noir, service à dîner, à déjeuner et à thé, argenteries, coutellerie, verrerie, etc., etc. ameublement de chambre à coucher en noyer noir, aussi lits en fer, matelas, oreillers et linges de maison.

Le tout est de première qualité et presque neuf.

☞ Tout sera visible Samedi p. m. et Lundi jusqu'à l'heure de la vente.

A. J. MAXHAM & Cie.

E & J

PATINOIR DE QUEBEC

(GRANDE-ALLEE)

Ouvert tous les jours de 8 à 6 heures et tous les soirs de 8 à 10 heures.

La bande jouera tous les mardis et jeudis après-midi de 4 à 6 heures et tous les mercredis et samedis soirs, de 8 à 10 heures.

Admission : Souscripteurs, gratis ; non souscripteurs, 10c.

Usage des patins, 10 c. extra.

ROBERT C. WELCH,
Secrétaire de l'Association des patineurs de Québec

E&J. j. n. o.

Pour le temps du Careme

POISSONS

DE TOUTES SORTES

Frais, Salés et Désalés

Une spécialité de Poissons du LAC SAINT-JEAN

EN GROS ET EN DÉTAIL

— A VENDRE CHEZ —

F. PATRY

16, rue Anderson, Palais

8 mars—E J

ATTENTION !

Grande vente sans réserve, immense bargain au magasin de

MADEMOISELLE MOHR

105, rue St-Jean

Vu que le magasin ci-haut mentionne doit être démoli, en conséquence de l'elargissement de la rue St-Jean, Miss Mohr desire disposer rapidement de tout son stock,

Vêtements de dessous pour dames et enfants,
Broderies pour trousseau de noce,
Marchandises de fantaisie,
Jouets, colifichets etc.,

vente à grand sacrifice. Le os temps ci le bublic va avoir l'occasion de faire de bons bargains, vu que le stock entier doit être vendu sans réserve.

Les marchandises sont des mieux assorties, et les dames sont specialement invitées de venir nous rendre une visite. Leur attention est specialement attire sur les articles suivants :

Robes de Chambre, chemises pour dames, basques couvertures, tabliers, coiffures en mousselines, capuchons, collets, etc.

Robes pour enfants, manteaux et coiffes de baptême, basques, jackets et chemises en laine, shawls etc.

Jaquettes blanches pour bebes, pelisses, bavettes, coiffes en laine, etc : Jersey

Le tout a prix reduit et maintenant visible.

Ne manquez pas de venir nous faire une visite et de profiter du bon marche.

28 fevrier— e j 2 ms.

WHITEHEAD & TURNER

MARCHAND EN GROS DE QUEBEC

500 seaux de saindoux canadien de choix ainsi que saindoux Fairbank.

Porc clair et coupé court, de première qualité, jambon, bacon bacon roulé.

1 char de farine medium.

50 barils de pois fendus.

1 char de fèves blanche de choix.

500 barils de sucre de Moncton, Redpath, Nouvelle-Ecosse, rafiné et granulé.

20 quarts de beurre.

11 mars 1889—E J.

GRANDE ATTRACTION

Apres le 15 courant, pour cause de reparation toutes mes marchandises seront dans le premier etage seulement. Vu l'encombrement, je donnerai pour UN MOIS **QUINZE** POUR CENT D'ESCOMPTE.

AU COMPTANT SEULEMENT - UN SEUL PRIX

I. A. FORTIN

COIN DES RUES SAINT-JOSEPH ET DU PONT

CITE DE QUEBEC

No. 283
CITE DE QUEBEC, District de Québec. } A savoir

" *REGLEMENT pour prélever de nouveau des fonds afin de subvenir aux dépenses de la cité de Quebec.* "

(Rédigé en langue anglaise)

A une séance spéciale du Conseil de Ville de la cité de Québec, tenue vendredi, le premier jour de Mars mil huit cent quatre-vingt neuf, conformément à la loi et en vertu d'un réglement passé par le Conseil en conséquence d'icelle, et après l'accomplissement exact de toutes les formalités prescrites par le statut en tel cas fait et pourvu, à laquelle assemblée sont présents les deux tiers des membres composant le dit Conseil, c'est à savoir :

L'honorable échevin Hearn, président, et MM. les échevins Barbeau, Bilodeau, Demers L. J., Chambers, Rhéaume, MM. les conseillers Carel, Demers, Matte, Foley, Gagnon, Goulet, Laberge, Guay, McGreevy, McWilliam, Duquet et Vincent.

Qu'il soit ordonné et statué par le Conseil de la cité de Québec et le dit Conseil ordonne et statue comme suit, savoir :

1o Une taxe ou doit fixe et personnel de huit cents piastres est par ce présent imposé et sera payé par chaque et toute compagnie de téléphone existant et en opération dans la cité de Québec et par tout ou chaque agent ou agent de telle compagnie de téléphone dans la dite cité.

2o Une taxe ou droit personnel fixe et annuel de quatre mille piastre est par ce présent impose sur et sera payé par chaque et toute compagnie de chemin urbain en opération portant et transportant des passagers dans des chars tirés par des chevaux d'un endroit à un autre dans la dite cité de Québec et par tous agent ou chaque agent de toute telle compagnie de chemin urbain dans la dite cité.

3o Une taxe ou droit personnel fixe et annuel de mille piastre est par le présent imposé sur et sera payé par chaque et toute compagnie de lumière à gaz en opération et éclairant les rues et maisons ou autres places ou bâtisses dans la dite cité ou par tous agents ou chaque agent de toute telle compagnie de lumière à gaz dans la dite cité.

4o Toute taxes ou droits imposés par le règlement sont par icelui déclarés être dus et payables le premier jour d'août de toutes et chaque année.

JOHN HEARN,
Président.

(Attesté),
L. A. CANNON,
Greffier de a Cité.

CITE DE QUEBEC

Liste des électeurs de la cité de Québec pour les Elections Parlementaires de la Province de Québec, pour 1889 en vertu de l'acte électoral de Québec.

HOTEL-DE-VILLE.

Québec, 7 mars 1889

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les listes des électeurs dans les divers quartiers de la cité de Quebec qualifiés à voter aux prochaines élections d'un ou plusieurs membres de l'Assemblée Législative del a province de Québec, ont été préparées suivant la loi et qu'un double en est déposé ce jourd'hui dans le bureau du soussigné à la disposition et pour l'information de toutes personnes intéressés ; et qu'une séance spéciales du Conseil de Ville de la dite cité sera tenue MARDI, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain à 7 heures p. m., pour examiner les dites listes et les corriger s'il y a lieu.

Toutes plainte touchant l'insertion ou omission de noms sur les dites listes, devra être produites par écrit, dans les quinze jours qui suivront la publication de cet avis.

Les dites listes entreront en vigueur à l'expiration des trente jours qui suivent la publication du présent avis et resteront en force jusqu'au mois de mars prochain et ultérieurement jusqu'à ce que les nouvelles listes soient faites et mises en vigueur sous l'autorité de "l'acte electoral de Quebec."

Par ordre
L. A. Cannon,
Greffier de la cité

Saison du Printemps

CHAPEAUX

VALANT 90 CTS POUR 50 CTS

— AUSSI —

Un assortiment complet et des plus variés des

TWEEDS

DEPUIS 25 CTS. EN MONTANT

— CHEZ —

F. X. LEPAGE

53, rue de la Couronne

J. v. Liebig

S'EMPLOIE POUR SOUPE, thé de bœuf, etc., etc., etc.

EXTRACT of MEAT

Vente annuelle 8, 00,0[illegible]0 de jarre

Le veritable "fac-simile" de la signature de Justus von Liebig, en encre bleu sur l'etiquette.

Vendu par tous les épiciers et pharmaciens.

SOUMISSIONS DEMANDEES

Des soumissions seront reçues jusqu'au premier jour d'avril prochain pour la construction de deux culées en pierre pour le nouveau pont en fer de la Rivière Ouelle.

Les plans et devis pourront être vus au bureau de M. Macquet, directeur ingénieur des ponts en fer du gouvernement ou au bureau du soussigné.

Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

CHS. A. ERN. GAGNON,
S. T. C. M. R. O.

8 mars 1889.
E. 2 s.

AVIS

Aux debiteurs de Pierre Dube de St-Sauveur de Quebec, marchand general

Avis vous est donné par les présentes que les créances que Pierre Dubé, de St-Sauveur de Québec, marchand général, possédait contre vous en vertu de billets promissoires, comptes, hypothèques, etc., etc., ont été vendues et transportées è Joseph Dubé de Québec, commis en vertu d'un acte authentique fait et passé à Québec, le douze février dernier, devant maitre Joseph G. Couture, notaire.

JOSEPH DUBÉ.

Québec 12 mars, e 2fs.

H. BERNARD

IMPORTATEUR—MONTREAL

Les amateurs de bon Brandy sont invités de demander chez tous les restaurateurs et leur épicier le CHS. JOBIT, le meilleur et le plus fashionable du jour.

L. N. MILLER

Seul agent a Quebec

No. 166, rue du Roi coin de la rue de La Couronne, St Roch.

27 février—E



Robitaille, Bernier & Bernier

TRANSPORTERONT

LEUR STOCK

DANS LA SALLE

JACQUES - CARTIER

VERS LE

20 MARS

Tout le monde sera invite a encourager ce bazar le plus extraordinaire et le plus considerable qui ait encore jamais ete donne a Quebec.

La date de la vente sera annoncee dans quelques jours

La salle sera livree pour la fete St-Jean-Baptiste.

ROBITAILLE, BERNIER & BERNIER





En vente chez Garrigue & Jalras

16 RUE ST-JEAN



Parmi les nombreux certificats dont nous sommes en possession, nous publions les suivants :

M. Z. ROGER, propriétaire de l'Eau Divina.

Je suis heureux de pouvoir certifier par la présente, qu'avec la *celebre Eau Divina*, ont peut obtenir les meilleurs résultats. Surtout, à ceux qui souffrent du Rhumatisme musculaire et névralgique, tel que j'ai souffert moi-même, pendant plusieurs années; ce que les meilleurs médecins de cette ville n'ont pu obtenir je l'ai obtenu par l'usage de votre Eau appelée " Divina. " Toute personne affectée de cette maladie et qui en feront usage obtiendront ce que j'ai obtenu moi-même, c'est-à-dire *la guerison*.

A. BLANCHARD.
Québec.

La meilleure de toutes les eaux minérales, et sans contredit celle qui offre le plus de qualités curatives.

Elle est recommandée par les médecins les plus renommés, entre autres. l'honorable C. A. Paquet, M. D. C. E. Lemieux, professeur, R. E. McDonald, M. D. E. P. Lachapelle M. D. professeur.

Elle a une reputation sans égale aux Etats-Unis.

En vente chez tous les pharmaciens, épicier en gros et en détail, et chez.

Z. ROGER & Cie, Depot General, 56, rue St-Joseph, St-Roch, Quebec.

LA COMPAGNIE DE NAVIGATION DU

RICHELIEU & ONTARIO

SOUMISSIONS DEMANDÉES POUR APPROVISIONNEMENT A

TORONTO, KINGSTON, MONTRAL, SOREL, TROIS-RIVIERES ET QUEBEC

Pour les articles ci-énumérés respectivement :*Charbon, Viandes fraîches, salées et fumées, Pain, Epiceries, Lait, Glace, Fourniture de navires, Huiles pour éclairer et pour les engins, Suifs, Impressions de blancs, Billets et Livres, Loyer du droit de Vente des Livres et objets de fantaisie.*

Loyer des Barres (*Cantines*)

De tous les steamers pour la saison prochaine.

Des blancs de soumissions donnant toutes les informations nécessaires sont maintenant prêts et seront fournis à demande au Bureau de la compagnie, au quai St André à Québec.

Des soumissions pour les articles ci dessus énumérés, adressées à l'hon Thos. McGreevy président, seront reçues jusqu'au 18 du courant au bureau, No. 227 rue St Paul, Montréal.

La compagnie ne s'oblige d'accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

JULIEN CHABOT,
Gérant Général

Québec, 9 mars 1889.

IMPORTANTE COLLECTION

faite pendant une tournée de sept ans au Canada et dans les Etats-Unis.

253 Peintures

à l'huile et à l'eau coloriée par M. et Mme

C. A. de L'AUBINIEBE,

artistes patronises par sa Majeste la Reine Victoria

EXPOSITION GRATUITE

Mardi et Mercredi les 12 et 13 mars

DE 10 A. M. A 10 P. M.

VENTE

Jeudi et vendredi les 14 et 15 mars

A 2 HEURES

et samedi soir, le 16 mars

A 8 HEURES P. M.

—à l'arsenal des—

Carabiniers royaux
rue Cathcart

Les gens résidant en dehors de la ville, ou ceux qui ne pourront assister à la vente peuvent faire exécuter leurs ordres d'achat sans charge extra en envoyant leur nom au soussigné.

M. HICKS & CO
Encanteurs

N. B.—Les décorations de l'Arsenal ont été faites sous la surveillance de MM. R. Beullac, Esq., l'éclairage par MM. Hughes et Stephenson, et la menuiserie par M. Joseph Côté.

E. 1f.

Nouvelles Marchandises

1889—PRINTEMPS—1889

Nous ouvrons maintenant nos premières consignations (31 Caisses et ballots) de

NOUVELLES MARCHANDISES de fantaisie comprenant

ETOFFES A ROBES et COSTUMES
SOIES, NOIRES, BROCHES,
GARNITURES, BOUTONS,
MANTEAUX et PARDESSUS
ETOFFES à MANTEAUX
CHAPEAUX en PAILLES
RUBANS et PLUMES

et une variété d'autres nouveautés le plus à la mode

CLOVER, FRY & CIE

Département des Tailleurs

Nous ouvrons aussi en même temps ce qui peut être produit de plus nouveau en

Tweeds de printemps
Tweeds pour Pantalons
Tweeds pour Habillements complets.
Etoffes pour Pardessus etc., etc

CLOVER, FRY ET CIE

Continuation

DE LA GRANDE VENTE A

Bon Marche

AU

MAGASIN POPULAIRE

DE ST-ROCH

Tout le monde admet que les marchandises se vendent à une réduction sans pareille

Toujours des lots nouveaux et a grand sacrifice

ED. N. BLAIS & CIE

Rue de La Couronne

INCENDIE

En raison de l'incendie survenu lundi dernier dans la bâtisse de l'Institut Canadien, et quoique l'eau n'ait atteint aucun des

Pianos et Harmonium magasin, cependant pour prévenir tout dommage possible par l'humidité si ces instruments restaient quelque temps en mains, l'éditeur de musique

A. LAVIGNE

55 rue de la Fabrique

Offre aujourd'hui en vente à une notable réduction, d'ici à quelques semaines, les magnifiques pianos et orgues harmoniums de

Kranch & Buch
Mason & Hamlin
Burdett

et autres, qui se trouvent actuellement à son établissement. Ces instruments seront vendus *positivement* à sacrifice, avec pleine garantie pour cinq ou sept ans. Ils sont en parfait ordre, n'ayant reçu aucun dommage quelconque comme chacun peut s'en convaincre par un munitieux examen.

Importations

— DU —

PRINTEMPS

MAINTENANT VISIBLES

D. MORGAN

TAILLEUR

L'IVROGNERIE

ou l'habitude de l'usage des liqueurs gueri radicalement par

LE GOLDEN SPECIFIC

du Dr HAINES

Ce médicament peut être donné dans une tasse de café ou de thé, sans que la personne qui la boit s'en aperçoive, et produit une cure permanente et radicale, soit que le patient soit un buveur modéré ou un ivrogne désespérant. Il a été employé dans des millions de cas et chaque fois il a opéré une cure parfaite. Il ne faillit jamais. Le système une fois imprégné de ce spécifique devient d'une impossibilité complète pour le désir des liqueurs.

[illegible] s'adre
[illegible] Co,
[illegible]

FONDS DE BANQUEROUTE L. O. VILLENEUVE

183 — RUE ST-JOSEPH, ST-ROCH — 183

(VIS-A-VIS L'EGLISE ST-ROCH)

Soie noire, Gros grain $1.60 pour 98c.
Soie couleur, " 0.95 " 49c.
Poplin drab . . . 0.55 " 20½c.
Velour broche noir $1.60 " $1.10
Velour broche noir . 2.85 " 1.63

Pour Messieurs

ETOFFES POUR HABILLEMENTS,
ETOFFES POUr PANTALONS,
ETOFFES POUR PARDESSUS,

SERGES NOIRE ET COULEUR,
DRAP NOIR,
CHAPEAUX NOIR ET DE COULEUR

— A —

MOITIE PRIX

Coton blanc 7c. pour 3½ c. la verge
Semelles 5 " 2½ c.
Coutil 25 " 12½ c.
Etoffes a robes depuis 3½ c.
Camisoles et calecons POUR 22½ C. VALANT 35 cts.
Parapluie pour dame 55c. pour 38c.
Coton rouge . . . 5 " 2½ c

Aux vignobles de France

10 et 12 Rue St-JEAN

HAUTE - VILLE, QUEBEC.

Nouvelles Importations

On vient de recevoir par les derniers Vapeurs Transatlantiques UNE GRANDE QUANTITÉ — DE —

VINS
COGNAC
LIQUEURS
CONSERVES
ETC. ETC. ETC.

Vendus au-dessous des prix courants pour les fetes seulement

BORDEAUX CLARET, 1ere qualite $2.75 la douzaine.

BOURGOGNE CLARET, VINS SUPERIEURS, POMARD, BEAUNE, VOLNAY, $5.00 la douzaine.

BOURGOGNE MOUSSEUX, VOLNAY POMARD

GRANDES ET PETITES BOUTEILLES DE CHAMPAGNE etc

LIQUEURS CHARTREUSE, BENEDICTINE, CURACAO
CREME DE MENTHE,
PUNCH AU RHUM ET AU KIRSH, etc.

CONSERVES

7,000 BOITES PETITS POIS VERTS.
2,000 " HARRICOTS VERTS.
1,000 " CHAMPIGNONS.

— AUSSI —

HUILE D'OLIVE,
VINAIGRE DE VINS,
SARDINE A L'HUILE (sans arêtes
MOUTARDE FRANCAISE
ANCHOIX A L'HUILE, etc.

Toutes ces marchandises sont recommandées par leur fraicheur et leur bon goût.

Seront vendues aux prix les plus bas. Prix spécial pour Messieurs les épiciers (*Gros et détail.*)

E. ROUMILLAC.

MASACRE
— ET —
SARIFICE ENORME
— CHEZ —
O. BOUCHARD

Ce magasin sera fermé VENDREDI afin de préparé le stock et marquer les marchandises JOB.

OUVERTURE

Samedi, le 23 courant

A 9 HEURES PRECISES

AU PUBLIQUE D'EN PROFITER

A LOUER

A partir du 1er mai prochain ce cottage en briques, confortable, sur le côté nord du chemin Ste Foye, et sur le chemin Belvédère, connu sur le nom de Glenfield, à environ un mille de la barrière, contenant 11 chambres, bain, eau, serres, jardin etc. La maison [illegible] 6 ou 7 chambres [illegible] Aussi un [illegible] contenant [illegible] chambres.

[illegible]NELL, AUSTIN & BORLASE
Notaires,
rue St-Pierre.

2 mars—e. 15 js.

A VENDRE OU A LOUER

La maison la plus grande et la plus confortable, connue sous le nom de "Hôtel Union", côte du Palais.

Aussi ce logement le plus vaste et le plus magnifiquement situé, pourvu d'eau, tuyau d'égoût, jardin, etc. et libre de tout péage, la résidence de M. John Burrough, écr à la barrière Ste-Foye.

S'adresser à
L. F. BURROUGHS,
Avocat,
rue St-Pierre

MAISON A LOUER

Une excellente maison No 26 rue du Palais (côté ouest).

S'adresser à
ALPH. POULIOT,
No 10, rue Donacona,
Près des Ursuline

TERRE A LOUER

Une propriété magnifique située à trois quarts de mille du Pont, à l'endroit nommé la "Canardière", chemin de Beauport, consistant en une terre de première classe de soixante cinq arpents, maison en pierre confortable, et maison de fermier, grange, hangars et dépendances le tout en parfait ordre.

Conditions faciles

S'adresser à
E. J. DEBLOIS,
30, Côte du Palais.

E. 15 fév.—j. n. . o

BUREAUX A LOUER

Quelques chambres, pourront servir de bons bureaux pour avocats ou hommes d'affaires, avec possession immédiate, sont maintenant disposibles au No. 23 rue St-Louis, (Kent House), en face du Palais de Justice.

S'adresser à
J. E. TASCHEREAU Avocat
au KentHouse

21 février—e.j 2 s

A VENDRE



Cette magnifique maison en brique blanche, situee sur la soute Ste-Foye, pres de la barrière appartenant a M. McLimont Ecr, chauffee a l'eau chaude pourvue d'eau, tuyau d'egout, étables, hangars etc, Le tout en parfait ordre.

S'adresser a
MM. BELL & JOLY de Lotbinière,
No. 118 rue St. Pierre

14 fevrier— e j 2ms

A LOUER

CE MAGASIN ET BOUTIQUE DE première classe, dans le block de la Y. M. C. A., occupés actuellement par Mme S. Read, magasin de marchandises sèches, qui se retire des affaires.

C'est une bonne chance offerte à quiconque voudra ouvrir un grand magasin.

S'adresser à
JOHN C. THOMSON,
Président de la Y. M. C. A.
ou à JAS. WOOD,
Bureau de la Com. du Hâvre.

20 février —E J 2s

A VENDRE

Une confortable maison double N.o 58 rue St-Ursule actuellement occupée par le docteur Devers, il y a une grande cour, étable, bâtisse pour remiser les voitures et autre.

S'adresser à
M. CLINT,
ou H. C. AUSTIN,

6 mars—e j

A VENDRE OU A LOUER

Une proprité située rue St George, à Lévis, éclairée des gaz de la ville, avec facilité de paiement par loyer ou argent comptant. Cette bâtisse est visible tous les jours.

S'adresser à
L. M. LAPOINTE,
26, rue St-Pierre,
ou à M. CLOUTIER,
Rue St-Georges, Lévis,

6 mars— e 3 s.

MAISON A VENDRE

Cette grande et magnifique maison en brique blanche, à deux étages, completement finie, sur la rue du saut, dans la ville de Fraserville, Rivière du Loup, en bas, à quelques cents pieds seulement des stations des chemins de fer Intercolonial et de Témiscouta, située dans un des plus beaux et des plus avantageux sites de la ville pour le commerce ; avec un magasin spacieux divisé et fini dans les derniers goûts.

Pour les conditions s'adresser au propriétaire, John F. Kronstrom, No. 10, rue Wolf, Lévis, ou au Notaire soussigné, à Fraserville, P. 2 rue Fraser.

J. E. A. CHAMBERLAND,
Notaire.

Tannerie a Vendre.

UNE MAGNIFIQUE BOUTIQUE avec bon pouvoir à vapeur ou sans pouvoir, située près d'une station de chemin de fer.

Place avantageuse pour l'écorce.
Conditions faciles.

S'adresser
X, Bureau de l'*Electeur*.

12 février—E et H j n o

MAISON A VENDRE

Une maison très confortable, ci-devant occupée par M. James Maguire, No 51, Remparts. Elle est pourvue d'un appareil de chauffage, nouvellement tapissée et peinte, et en parfait ordre.

On peut la voir en tout temps.
Conditions faciles.

S'adresser à
ANDREWS BROS
No 1 rue Saint-Jean.



Le et après SAMEDI, le 8 DECEMBRE 1888, trains partiront de la station du Pacifique, Québec et y arriveront comme suit, excepté les dimanche

ALLANT AU NORD

8.00 A. M.—Express direct pour le Lac Saint-Jean tous les jours, arrivant à la Jonction Chambord à 6.30 P. M., et à Roberval à 7.10 P. M.

3.30 P. M.—Train mixte pour St Raymond, tous les jours, y arrivant à 6.50 P. M.

ALLANT AU SUD

6.15 A. M.—Train mixte de St Raymond, tous les jours pour Québec, y arrivant à 9.35 A. M.

10.00 A.M.—Express direct de Roberval (et de la Jonction Chambord à 10.40 A. M), tous les jours, pour Québec, y arrivant à 9.10 P.M.

Les trains font raccordement à St-Ambroise avec les omnibus allant au village Indien, Lorette, et à la station de Valcartier avec l'omnibus pour le village Valcartier, et à Saint-Gabriel avec le nouveau chemin pour l'établissement de la Rivière aux Pins.

Le fret pour tous les points des districts du Lac St Jean et Saguenay à l'Est de la Jonction Chambord, est enregistré pour la jonction Chambord, et pour Roberval et les endroits à l'ouest enregistré pour Roberval.

Pour informations au sujet des prix pour les passagers et des taux pour le fret s'adresser à ALEXANDRE HARDY, agent général, pour les passagers et le fret, Québec.

Le fret ne sera pas reçu à Québec après 5 h. P. M. Billets de retour de première classe aux taux d'un simple billet, de Québec à toutes les stations jusqu'à la Rivière à Pierre émis les samedis, valables jusqu'au mardi suivant et à tous les points au nord de la Rivière à Pierre, bons pour revenir par le train partant du Lac Saint-Jean lundi matin seulement.

J. G. SCOTT.
Secrétaire & Gérant



CHEMIN DE FER
LE QUEBEC CENTRAL

La ligne la plus directe et la meilleure pour Boston et tous les points de la Nouvelle-Angleterre via Sherbrooke et Newport, Vermont.

Le et après LUNDI, le 29 octobre prochain, les trains quitteront Québec.

EXPRESS—Départ de Québec par le bateau-passeur 12.30 p.m., de Lévis à 1.10 p.m. Arrive à la Jonction de la Beauce à 3.25 h p.m., arrive à Sherbrooke à 8.50 p.m., h. arrive à Newport, Vt, à 10 h 00 p.m ; arrive à Boston à 8 h 30 a.m ; arrive à New-York à 11 h. 45 a.m.

MIXTE—Part de Québec par le bateau-passeur à h. 1.30 p.m. ; de Lévis à 2.20 p.m. ; arrive à la Jonction de la Beauce à 6.40 p.m ; arrive à St-François à 7.45 p.m.

Les trains arrivent à Québec:

Express—Part de New-York à 4h. 00 p m ; de Boston à 7 h. p. m. New-port à 6 a. m. Arrive à Lévis à 3 h. 10 p. m. et à Québec par le bateau-passeur à 3. 30 p. m.

MIXTE—Part de St-François 6 a. m. de la Jonction de la Beauce à 7 h. 25 a m ; arrive à Lévis à 11. 15 a. m. et à Québec par le bateau-passeur à 11. h. 30 a.

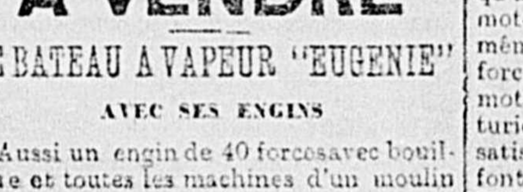
Connexions sûres faites avec l'Intercolonial à la jonction d'Harlaka et à Lévis pour les passagers allant sur cette ligne dans les différents points de la Nouvelle Angleterre. Malles de New-York et Boston transportées sur cette voie.

Le bagage est étiqueté entre tous les endroits.

Pour billets et autres informations, s'adresser au bureau général des billets, en face de l'Hôtel Saint Louis.

A. STEELE
Gérant-général.

J. H. WALSH,
Gérant des passagers
Sherbrooke, 25 octobre 1888.



A VENDRE

LE BATEAU A VAPEUR "EUGENIE"

AVEC SES ENGINS

Aussi un engin de 40 forces avec bouilloire et toutes les machines d'un moulin à vapeur.

S'adresser à
WILLIAM CHARLAND,
St Joseph, Lévis.

21 février—E J j n o

A VENDRE

CETTE MAISON CONFORTABLE ET COMMODE, située rue d'Auteuil, No. 21, contenant neuf chambres ; chambre de bains, closet patente, cuisine et depense avec étable pour un cheval et une vache,

S'adresser à
H. C. AUSTIN.

La Société Permanente de Construction des Artisans en liquidation

La vente annoncée pour le 20 du courant, des biens, meubles et immeubles de cette société, n'aura pas lieu au jour fixé, la résolution à cet ayant été rescindée pour acquiescer au désir manifesté par plusieurs des actionnaires et obtempérer à leur demande qu'un plus long délai d'annonce fut donné. La date et les conditions de la vente seront prochainement annoncées.

Par ordre des liquidateurs.
Québec, 13 mars 1889.

Loterie Nationale

Sous le patronage de M. le Curé A. LABELLE, au profit de l'Œuvre des Sociétés Diocésaines de Colonisation de la province de Québec. Fondée en juin 1884; sous l'autorité de l'Acte de Québec, 32 Vict., ch. 36.

Classe D

Le 21ème tirage mensuel aura lieu

Mercredi, 20 MARS 1889

A 2 heures p. m.

au Cabinet de Lecture paroissial, à Montréal, Canada.

VALEUR DES LOTS

$ 50,000.00

GROS LOT

UN IMMEUBLE DE $5,000

NOMENCLATURE DES LOTS

1	Immeuble de	$5,000.00	$5,000.00
1	do	2,000.00	2,000.00
1	do	1,000.00	1,000.00
4	do	500.00	2,000.00
10	do	300.00	3,000.00
30	Ameublements	200.00	6,000.00
60	do	100.00	6,000.00
200	Montres d'or	50.00	10,000.00
1000	do d'argent	10.00	10,000.00
1000	Services de toilette	5.00	5,000.00

2307 Lots valant . . . $50,000.00

Cout du Billet $1.00

Les demandes de billets seront reçues jusqu'à MIDI, le jour du tirage.

LE SECRETAIRE,
S. E. LEFEBVRE,

BUREAUX : 19, RUE ST-JACQUES
MONTREAL, CANADA

Victor Marier Agent pour la vente des billets à Québec, et à qui toute demande de billets par lettre doit être adressée, No. 83 rue d'Aiguillon.

Pour la commodité du public, des dépôts de Billets ont été faits chez Messieurs ALPHONSE LEGARE, rue Desjardins ; FERDINAND BELAND, 264 rue St-Jean ; J. O. FILTEAU & FRERES, 27 rue Buade ; H. P. DERY, 40 rue St-Pierre ; Jos. THERIEN, 62½ rue St-Valier, St-Sauveur ; Jos. COTE, 243 rue St-Paul ; Jos. DONATI, 151 rue St-Joseph.

Beaudet, Lefaivre & Garneau

ONT TRANSPORTE LEUR ETABLISSEMENT

DANS LEURS NOUVEAUX MAGASINS

COIN DES RUES

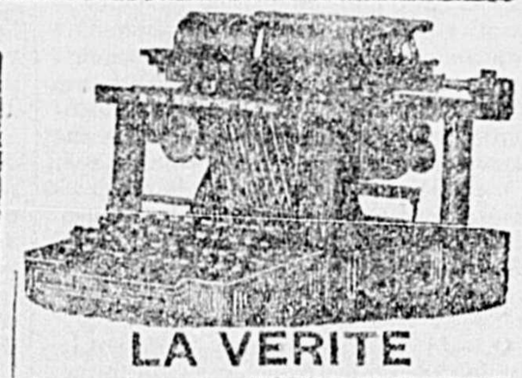
Arthur et Dalhousie



L'eau de St-Leon

c'est la vie ; elle donne de la vigueur et rétablit la santé. En voulez-vous une preuve. Ecoutez M. Charlebois, conducteur sur le C. P. R. :

Depuis quelques années j'étais une victime de la dyspepsie, n'avais pas d'appétit, ne digérais qu'un peu de pain et d'eau et étais attaqué de la maladie des rognons. Je bus de l'eau St-Léon chaude et maintenant ai recouvré la santé, et cela grâce à l'eau minérale de St-Léon.



LA VERITE
Au sujet du TYPE-WRITER
Victorieux Remington

RAPPORT du comité nommé pour décider de la plus grande vitesse de ces instruments au concours de Toronto, le 13 Août 1888.



Mlle M. E. ORR.

"En écrits généraux — matières de preuves légales et commerciales — Mlle M. E. ORR, a gagné la médaille d'or et le titre de champion du monde." "M. MCGURRIN a gagné la médaille d'argent dans la même classe."

Signé. THOS. PICKNEY, Prés.
N. S. DUNLOP, Sec.
C. E. STANBURY,
W. W. PERRY,
T. MACGILLICUDDY

Tous deux s'étaient servis du

TYPEWRITER REMINGTON

Le REMINGTON a aussi remporté le premier prix à Cincinnati et le premier prix à New-York, pour la plus grande vitesse dans les ouvrages légaux et les correspondances.

Pour toute information s'adresser à

JOHN O'FLAHERTY,
Rue St-Jacques, Montreal

Moteurs Hydrauliques
D'UNE GRANDE FORCE

MM. CÉLESTIN LAPOINTE, ferblantier, plombeur Basse-Ville, et JOS. FLORIAN LEBEL, mécanicien de Lévis, ont le plaisir d'annoncer au public qu'ils ont continuellement en vente des moteurs hydrauliques fabriqués par eux-mêmes et qu'ils peuvent garantir pour la force et la qualité. Déjà plusieurs de ces moteurs ont été vendus à des manufacturiers et imprimeurs et tous sont très satisfaits de leur fonctionnement, et en font la plus grande louange. Avis donc à MM. les manufacturiers et imprimeurs.

Un de ces moteurs qui fait mouvoir quatre presses aux bureaux de *L'Electeur* et de *La Justice* est visible chaque jour.

CÉLESTIN LAPOINTE,
Rue Notre-Dame Basse-Ville, Québec.
JOS. FLORIAN LEBEL, Lévis.



LIGNE DE TRAVERSE ENTRE QUEBEC ET LEVIS

LES BATEAUX TRAVERSIERS connectant avec les trains sous mentionnées (La glace et le temps le permettant) quitteront:

QUEBEC.	LEVIS
Pour l'Intercolonial	
A. M. 7.30 Malle pour Halifax Raccommodement à R. du Loup.	A. M. 7.00 Train mixte de la R. du Loup.
10.30 Malle pour la R. du Loup.	2. 00 Malle de la R du Loup.
P. M. 5.00 Accomodation pour R. du Loup	P. M. 6. 00 Malle d'Halifax.
Pour le Quebec Central	
P. M. 12.30 Express pour Sherbrooke.	A. M. 11. 30 Mixte de St Joseph.
1.20 Mixte pour St Joseph.	P. M. 3. 30 Express de Sherbrooke.

29 octobre 1888.

QUITTERA

QUEBEC.	LEVIS
Pour le Grand-Tronc	
P. M. 1.30 Train éclair pour l'ouest	A M 7 00 malle venant de l'ouest P. M.
7.00 malle pour l'ouest	2.00 Train éclair venant de l'ouest

PHARMACIE ST-ROCH

EN GROS ET EN DÉTAIL

Dr S. LEFRANCOIS

Medecin, Chirurgien et Pharmacien
(*Gradué à l'Université-Laval*)

161, RUE ST-JOSEPH

(Porte voisine de M. Z. Pâquet.)

Dépôt général de Médicaments patentés, comme non patentés.

Parfumeries Francaises, Anglaises et Americaines, Articles de toilette.

Les prescriptions seront soigneusement remplies par le docteur lui-même.

N. B.—Le docteur tiendra son bureau de jour à la pharmacie même et donnera les consultations GRATUITES.

(TELEPHONE) 144)

Bureau du soir : No. 151, Rue Desfossés.

5 février—e. j. 6 ms.

Feuilleton de L'ELECTEUR

48

LA QUITTANCE DE MINUIT

XVII

LE PATRIARCHE

Le vieillard voyait ainsi le bonheur dans l'avenir. Il avait foi. Après l'épreuve, il apercevait des jours meilleurs : l'union, la paix, les belles joies de la famille.

Morris, lui, comptait les vides laissés dans la maison ; il songeait à Natty, son frère, à Jessy, sa fiancée ; il songeait au péril de mort qui entourait sans cesse les fils de Diarmid, et ces paroles d'espoir qui tombaient de la bouche de son père lui attristaient le cœur. Encore quelques jours passés dans sa prison, qui pouvait savoir combien d'êtres chers Miles Mac-Diarmid, délivré, retrouverait autour de la table de famille ?

Morris baissait la tête et ne montrait point sa peine : le vieillard avait si grand besoin d'espérer ! Quand ce dernier eut demandé des nouvelles de chacun de ses fils en particulier et de la noble Ellen, son œil s'anima tout à coup et sa figure prit une expression de vive curiosité.

—Et ne savez-vous rien de l'élection, mon fils Morris ? dit-il.

—Rien, mon père, répondit Morris ; j'étais venu vous parler d'autre chose.

Le front du vieillard s'assombrit.

—Mes enfants ! mes enfants ! répliqua-t-il avec un mouvement de colère, il faut bien que je vous le dise, vous ne vous occupez pas assez des affaires de l'Irlande ! Sam est venu me voir hier, et c'est à peine s'il savait que nous étions à la veille du grand jour. Il n'avait point de cocarde. Où est la vôtre, Morris ?

Le regard du vieux Miles parcourut le jeune homme des pieds à la tête, cherchant quelque part sur sa personne les couleurs du Rappel. Morris rougit et ne releva point sa paupière.

C'était surtout pour Miles Mac-Diarmid que la pensée de Morris était un impénétrable secret.

Le vieillard, d'un geste véhément, toucha sa poitrine, où s'étalait une large cocarde verte.

—La voilà ! s'écria-t-il, voilà l'image de la patrie ! Je la porte entre les murailles de ma prison, je la porterai, s'il le faut, sur les planches d'un gibet ! L'Irlande ! enfants, le Rappel et notre père O'Connell ! Oh ! travaillez toujours dans cette voie ! Point de paresse ! point de trêve ! le repos est une lâcheté.

—Mon père, dit Morris à voix basse, j'étais venu pour vous entretenir d'un autre sujet.

—Et de quoi voulez-vous parler aujourd'hui, Mac-Diarmid ? s'écria le vieillard impétueusement. C'est aujourd'hui le jour de la bataille ! Robert Peel et O'Connell sont en présence, l'orangisme et le Rappel, la tyrannie infâme et la sainte cause de la liberté !

—La liberté ! répéta Morris dont la voix avait un accent d'amertume.

Mais il n'acheva point sa pensée.

—Un autre sujet ! reprit le vieillard qui s'animait de plus en plus : quand le glaive est tiré, quand le plus grand des Irlandais, notre province à tous, Daniel O'Connell, est peut-être aux portes de la ville, car il a promis de venir, et il viendra le digne chrétien ! Oh ! que je voudrais le voir ! que je voudrais entendre sa parole, et toucher sa main qui conduit l'Irlande, et baiser le bas de ses vêtements.

Le sang de Miles montait à son visage ; ses yeux étaient humides, son front rayonnait de cet enthousiasme sans bornes qu'inspirait à tout repealer la pensée du Libérateur.

—Sullivan ! poursuivit le vieillard ; Sullivan ! misérable sangsue gonflée par notre sang! Ose-t-il bien accepter les chances du scrutin dans une ville du Connaught ! Il est riche, il aura des voix. Mais le bon William Derry en aura davantage. Ah ! que ne suis-je sur la place de Galway ! O'Connell et Derry pour toujours ! .... Derry triomphera, n'est-ce pas, Mac-Diarmid ?

—On le croit, répondit Morris.

—Vous ne dites même pas : On l'espère ! répliqua le vieux Miles avec amertume. Morris, vous n'avez pas le cœur d'un Irlandais !

—Que Dieu vous protège, père ! prononça Morris, dont la voix tremblait ; je n'ai plu rien à aimer que l'Irlande !

—Alors, longue vie à O'Connell, enfant ! puisque O'Connell est le salut de l'Irlande.

—Longue vie à O'Connell ! répéta machinalement Morris.

Puis il ajouta, en pressant son cœur d'un geste passionné :

—Et que Dieu sauve l'Irlande !

Miles leva sur lui son regard attentif. Il y eut un instant de silence ; quelque chose de froid était entre le père et le fils. Ce fut Morris qui reprit le premier la parole.

—Mac-Diarmid, dit-il, vous avez déjà refusé par trois fois votre délivrance. Et pourtant votre captivité se prolonge ; la tristesse est dans votre maison. Vous souffrez et vos fils souffrent. Au nom de tous mes frères, je viens vous demander une fois encore de vous laisser sauver par nos mains.

Les sourcils blanchis du vieillard s'étaient rapprochés et son œil sombre regardait la terre.

—Depuis mon absence, murmura-t-il mes fils ont eu le temps d'oublier de m'obéir ! je leur avait défendu d'ouvrir la bouche à ce sujet. Mais que vaut l'ombre d'un vieillard au temps où nous sommes ?

—Père ! oh ! père ! dit Morris avec une soumission émue, nous vous aimons et nous vous respectons. Ayez pitié de nous !

—J'ai pitié, répliqua le vieillard d'un ton sévère. Mais, taisez-vous, mon fils Morris, ou la pitié va se changer en mépris. Ne le savez-vous pas ? l'Irlande est engagée dans une guerre légale ; tout Irlandais qui résiste à la loi est un traître. Non, non! je ne veux pas que le nom du vieux Miles soit un drapeau pour la révolte. Je ne veux pas que les garçons des Mamturks et du Connemara descendent armés sur Galway pour donner aux dragons maudits le droit de verser le sang catholique. Ils sont venus déjà, vous le savez ; quand je fus traîné en prison, tout le pays entre les lacs et la mer se souleva ; c'était la plus grande douleur qui pût affliger ma captivité. Oh ! Morris, mon fils, je ne veux pas ! A quoi bon d'ailleurs désormais ? L'heure de la justice approche. Aujourd'hui même le magistrat va venir dans ma prison pour me faire subir un dernier interrogatoire. Il n'y a contre moi ni preuves ni témoins ; il y a pour moi mon innocence. Fuir serait non seulement lâcheté, mais folie, puisque la victoire est sûre et qu'un peu de patience amènera l'instant du triomphe !

—S'il en était ainsi, répliqua Morris tristement, mes frères ne m'eussent point envoyé vers vous, et je n'aurais point accepté la mission de combattre votre volonté respectée. Mais, devant un jury protestant, l'innocence est-elle un bouclier pour le catholique ?

—Il faut des preuves.

—On fait des preuves.

—Il faut des témoins.

—On crée des témoins.

—J'ai passé devant deux jurys, et, pour l'honneur de l'Irlande, pas un seul témoignage ne s'est élevé contre moi.

Et il a fallu attendre une troisième session, mon père ! et pendant les mois d'intervalle, on a cherché si bien qu'on a trouvé des hommes pour attester votre prétendu crime.

Le vieux Miles interrogea son fils d'un regard perçant.

—Etes-vous bien sûr de cela, Morris ? demanda-t-il

Sa voix était ferme et grave.

—J'en suis sûr, répliqua Morris, dont l'accent exprima un espoir.

Le vieillard reprit comme en se parlant à lui-même :

—Je n'ai pourtant fait de mal à personne en ma vie. J'ai secouru du mieux que j'ai pu la misère de nos frères souffrants. Ceux qui se sont vendus aux Saxons et qui vont témoigner contre moi étaient bien malheureux sans doute. Mon fils, prions Dieu de leur pardonner !

Miles se mit à genoux au pied de son lit. Les mains jointes, les yeux au ciel, il récita dévotement sa miséricordieuse oraison.

Il y avait dans le regard de Morris une admiration attendrie.

—Mac-Diarmid, dit-il, quand le vieillard se releva, ne montrez pas à vos fils cette noble et belle âme, si vous voulez que vos fils vous laissent mourir, Mac-Diarmid mon bon père, ayez pitié de nous !

(A suivre)

Le député de l'Islet dit que la ville de Québec demande que sa cour de recorder soit sujette à appel.

L'HON. M. GAGNON

Est pour le principe du bill.

M. Tessier se prononce contre le bill et M. Hall parle en faveur, ainsi que M. Lemieux.

M. Rinfret propose que le bill de M. Déchène soit renvoyé à six mois.

Cette proposition est rejetée par le vote suivant : pour 9, contre 35.

Le bill subit alors sa seconde lecture ; il sera adopté demain.

Les bills qui suivent sont adoptées :

Acte amendant la loi concernant les sociétés de constructions.—M. Déchène (l'Islet).

Bill (No 187) amendant l'article 2319 des statuts refondus de la province de Québec, relativement à la résidence des juges.—M. Déchène (l'Islet)

Le scandale des $100,000

SUITE DE L'ENQUETE

(*Séance du 12 mars*)

SUITE ET FIN DE LA DÉPOSITION DE M. BEAUDET

Par M. Casgrain : Etait-ce aucun des billets de $50,000, M. Beaudet ?
R.—Non.
Q.—Etait-ce en rapport avec le document déposé chez vous ?
R.—Non, monsieur ; je ne connaissais pas ce qu'il y avait dans ce document.

Par M. Fitzpatrick :

Q.—Vous jurez cela ?
R.—Oui. Je jure que ces souscriptions n'avaient aucun rapport avec le document déposé dans notre voûte.

Par M. Casgrain :

Q.—Quelle est la date de la souscription de ces argents ?
R.—Ces souscriptions ont été faites au mois d'octobre, durant les élections générales de 1886 ou à peu près ; je parle de mémoire.

Par M. Lareau :

Q.—Comme question de fait, ces argents que vous avez reçus comme cela ont-ils été employé pour les élections ?
R.—Oui, monsieur.
Q.—Voulez-vous nous dire quelle distribution vous en avez faite ?
R.—Ceci est une chose assez difficile à dire à l'heure qu'il est, je ne m'en rappelle pas.
Q.—Dans tous les cas ce sont les candidats conservateurs qui en ont bénéficié ?
R.—Oui.

Par M. Fitzpatrick :

Q.—Savez-vous si d'autres souscriptions ont été faites par M. Whelan ?
R.—Je n'en sais absolument rien.
Q.—Savez-vous s'il a souscrit à d'autres qu'à vous ?
R.—Je ne le sais pas du tout.
Q.—Avez-vous entendu dire que d'autres souscriptions aient été faites par lui ?
M. Casgrain s'objecte à cette question.
Le président maintient l'objection.
Q.—Vous ne savez pas si M. Whelan a fait d'autres souscriptions pour les élections, des souscriptions quelconques ?
R.—Non, je ne le sais pas.
Q.—M. Whelan vous a-t-il dit qu'il avait fait d'autres souscriptions ?
R. — M. Whelan m'a dit qu'il souscrivait largement pour les élections ?
Q.—Vous a-t-il donné les noms des personnes à qui il avait donné ainsi des sommes d'argent pour les élections ?
R.—Non.
Q.—Vous êtes certain de cela ?
R.—Oui, j'en suis certain.
Q.—Vous a-t-il dit qu'il avait souscrit une somme de deux cents piastres ($200) pour l'élection du comté de Québec ?
R.—Non.
M. Casgrain s'objecte à ce genre de preuve.

Par l'honorable M. Taillon :

Q.—Quand cette enveloppe vous a été remise, ceux qui vous l'ont remise vous ont-ils laissé à entendre ce que c'était ?
R.—Non.
Q.—Vous-êtes-vous alors formé une opinion sur ce que ça pouvait être ?
R.—Je savais que M. Whelan était contracteur, je croyais que ce document avait rapport aux contrats qu'il avait avec le gouvernement, ou bien à d'autres contrats qu'il désirait obtenir.

Par M. Desjardins :

Q.—Ça pouvait être alors des soumissions pour le département des Travaux Publics ?
R.—Je ne connais pas du tout.

Par M. Fitzpatrick :

Q.—Et vous êtes bien certain que vous n'aviez pas commencé à agir comme secrétaire-trésorier pour les élections de 1886 quand ce document vous a été remis ?
R.—J'en suis bien certain.
Q.—Vous avez dit tout à l'heure qu'il vous était arrivé souvent de recueillir des souscriptions pour aider aux candidats conservateurs ; agissiez-vous dans ces circonstances-là comme un simple partisan ?
R.—Oui, monsieur.
Q.—Y en a-t-il d'autres que vous qui en ont fait autant ?
R.—Oui monsieur, il y en a un grand nombre d'autres qui ont fait la même chose.
Q.—Jurez-vous qu'au printemps de 1886 vous n'étiez pas trésorier ni agent général pour les élections ?
R.—Je ne l'étais pas.

Par M. Casgrain :

Q.—N'est-il pas vrai que c'était M. Joseph Hamel ?
R.—Oui ; moi j'agissait comme simple partisan comme tous les autres amis, mais je n'étais pas l'agent reconnu.
Q.—Le document qui avait été déposé à votre magasin était-il resté dans votre voûte jusqu'au jour ou vous avez quitté définitivement le magasin Chinic & Beaudet lors de la faillite du mois de juin 1887 ?
R.—Oui, et quand je suis parti, le document était encore dans la voûte.
Q.—En était-il sorti depuis qu'il vous avait été remis ?
R.—Non.
Q.—L'avez-vous jamais vu depuis ?
R.—Depuis ?
Q.—Oui ?
R.—Non, je n'ai jamais vu ce document depuis.
Q.—Quand MM. Whelan et Ford, ou l'un ou l'autre, ont versé ces quelques souscriptions entre vos mains, vous ont-ils donné à entendre que cela avait quelque rapport avec le document dont vous étiez le dépositaire ?
R.—Non, monsieur.

Par l'hon. M. Taillon :

Q.—Vous avez dit que M. Whelan vous avait déclaré qu'il avait largement souscrit ou qu'il avait l'intention de souscrire largement pour l'élection des candidats conservateurs; vous a-t-il déclaré avoir souscrit pour les libéraux ?
M. Fitzpatrick s'objecte à la question.
L'objection est renvoyée par le président.
R.—M. Whelan m'a dit qu'il avait largement souscrit pour le parti conservateur et de la même manière pour les libéraux.
Q.—De sorte que les souscriptions qu'ils versaient entre vos mains n'avaient aucun caractère extraordinaire ?
R.—Non ; elles avaient le caractère d'être des souscriptions.
Q.—Ces souscriptions faites en faveur des libéraux dont M. Whelan vous a parlé, avez-vous compris qu'elles avaient été faites avant que les libéraux fussent arrivés au pouvoir ?
M. Fitzpatrick s'objecte à la question.
Le Président maintient l'objection.
Q.—M. Whelan vous a-t-il dit que ces souscriptions avaient été faites aux libéraux avant que ceux-ci fussent au pouvoir ?
Objection de la part de M. Fitzpatrick, parce que la date n'est pas donnée et que l'accusation ne porte pas sur la question de savoir si des souscriptions ont été faites au parti libéral ou au parti conservateur, mais sur celle de savoir si deux billets de $50,000 ont été donnés pour des fins électorales.
Objection renvoyée par le Président.
R.—J'ai compris que M. Whelan avait souscrit largement dans les élections générales. M. Whelan m'a dit qu'il avait souscrit largement pour les élections générales aux deux partis politiques.

Par M. Lareau :

Q. Vers quelle date avez-vous eu cette conversation-là avec M. Whelan ?
R.—Dans l'hiver de 1887.
Et le témoin ne dit rien de plus.
M. Pacaud déclare qu'il n'a pas d'autres *témoins à faire entendre pour le* moment.
L'hon. M. Taillon propose alors que l'on procède de suite à l'examen de M. Théofred Hamel qui est présent.
M. Casgrain : Je demande que l'on entende immédiatement M. Hamel qui est présent dans la salle du comité et qui est un témoin aussi de l'hon. M. Taillon.
M. Lafontaine propose en amendement :

Attendu que nous sommes à examiner les témoins produits par M. Pacaud, attendu qu'il a été compris que nous lui laisserions la faculté de compléter sa preuve avant d'entendre d'autres témoins, et attendu que M. Pacaud ayant indiqué hier le nom de ses témoins n'est pas en faute et qu'il a fait toute la diligence possible, je propose que ce comité s'ajourne à demain, à dix heures du matin.

L'amendement est emporté par le vote suivant :
Contre : Casgrain, Desjardins.
Pour : Lareau, Lafontaine, David.
Le comité s'ajourne.

(*Séance du 13 mars*)

DECLARATION SOUS SERMENT DE M. PACAUD

M, Ernest Pacaud, est appelé à compléter sa déclaration.

M. Ernest Pacaud :—J'ai déclaré hier au Comité que M. Théophred Hamel m'avait dit au mois d'avril 1887, qu'une partie des argents payés par les deux signataires de deux billets de $50,000 avait été donnée au membres du cabinet Ross-Taillon et à des députés conservateurs de cette époque. Je me suis procuré depuis certains documents qui me font croire que M. Hamel m'avait bien informé.

Je produis une lettre de l'honorable Jean Blanchet, secrétaire provincial dans le cabinet Ross-Taillon, et qui se lit comme suit :

M. Taillon :

Q.—Quelle est la date de cette lettre ?
R.—Datée du 10 octobre 1886, 4 jours avant la votation aux élections générales.
Cette lettre est produite à l'enquête comme pière numéro deux.
(Lettre)

My dear Charlebois,

No 2. Could you send me the balance of the papers by mail at St-Joseph and the orders from Mr Ford, it is very important.

Yours very truly,
(Signed) J. BLANCHET.

St-Joseph Beauce,
10 Oct. 1886,
$500.

Je produits aussi une lettre signée par sir Ad. Caron, adressée à M. Whelan et que je produits comme pièce numero trois.
Cettre lettre se lit comme suit :

MILITIA AND DEFENCE, CANADA

(PRIVATE) MINISTER'S OFFICE

Québec, 11th Nov., 1886.

Dear Mr Whelan,

No 3. Will you kindly call at my office to-morrow, at ten o'clock, I would like to see you for one moment.

Believe me,
Yours truly,
(Signed) ADOLPHE P. CARON.

J. P. WHELAN, Esq.,
Québec,

J'ai aussi en ma possession un reçu du 12 octobre 1886, le jour suivant, un reçu de Mr J. P. Whelan & Cie., signé par M. A. Benoit, pour M. Chalifoux, par M. Casgrain.
Q. Par M. A. Benoit pour qui ?
R.—Pour M. Chalifoux.
Ce reçu se lit comme suit :

Québec, 12 Oct. 1886.

No 4. Received from J. P. Whelan & Co., the sum of two hundred dollars on account—$200.00.
(Signed), "A. BENOIT,
For Mr CHALIFOUX.

Par M. Casgrain :

Q.—Qu'est-ce que vous voulez démontrer par là ?
R.—Que M. Benoit donnait un reçu pour M. Chalifoux qui était M. Casgrain.
Q.—Prétendez-vous que ce M. Chalifoux était moi-même ?
R.—Je dis que oui.
Q.—Quest-ce qui vous fait dire cela ? Quelles sont les personnes qui vous ont informées de cela ?
R.—Pas nécessaire de le dire.
Q.—Quel est ce M. Benoit ?
R.—C'est le secrétaire privé de sir A. P. Caron, je crois.
Je produis aussi un chèque de M. J. P. Whelan & Co., qui se lit comme suit :

Quebec, Sept. 15th, 1887.

No B9, 85, 997, 891 C 3176
The Bank of British North America incorporated by Royal Charter.
No 5. Pay W. J. Poupore or order five hundred dollars.
J. P. WHELAN & Co.
$500.00 125 D

(*Sur le dos*)

For collection and credit of The Molsons Bank, Montreal.
JOS. ELLIOT,
Manager.

For the credit of La Banque du Peuple, Quebec.
E. C. BARROW,
Manager.

M. Taillon. Il est question ici des élections générales de 1886 et vous produisez un document de septembre 1887.
R.—Je produis des documents devant le comité pour faire la preuve.
M. Taillon. Si l'on permet pareil genre de preuve, j'espère qu'on nous permettra la même chose.
Le témoin continue sa déclaration.
Je produis aussi devant le comité une lettre signée par Louis Lamontagne, et qui se lit comme suit :

Le *Journal de Québec*,
8, Rue du Fort
Québec.

Québec, 6 Déc. 1886.

M. FORD

Monsieur,

Veuillez donc s. v. p. donner à M. Dion ce que vous deviez me donner à moi-même.

Il m'est impossible de laisser le bureau.

Votre &c.,
$300.00 LOUIS LAMONTAGNE.

Le témoin continue sa déclaration.
J'ai aussi en ma possession un billet signé par M. P. E. LeBlanc, qui se lit *comme suit :*

St Lawrence Hall
Henry Hogan,

Montreal Sept. 10 th 1887.

No. 7
Three months after date, I promise to pay to J. P. Whelan or order the sum of one hundred dollars at his office, 761 Craig Street.
$100.00 P. ED. LEBLANC.

De plus, je produis devant le comité un télégramme adressé à M. J. P. Whelan. Le voici :

To J. P. WHELAN,
St-Louis Hotel
Quebec,

No. 8. From Montréal 31
July 31st, 1886.
Please do worth double now.
LEBLANC.

M. LeBlanc : Ce télégramme n'est pas de moi.
Le témoin :—Maintenant voici aussi un état des argents qui auraient été payés par M. Whelan sur le billet de $50,000 dont il est question :
Elisée Beaudet.... $3,000 2 chèques de $1,500 sur B. N. A.
McConville et son associé Renaud, $1,700 par lettre et par traite de Renaud.
No. 9. W. W. Lynch.... $1,500 par chèque à l'ordre de Poupore sur B.N.A.
Jean Blanchet,....$500 sur traite.
Sir A. P. Caron pour l'élection de Casgrain $500 sur lettre de son secrétaire, cussi $200 à A. Benoit pour Chalifoux, 12 octobre 1886.
P. LeBlanc....$500, traite $100 billet.
Taillon pour Montcalm, $400. Pas de billet ni de lettre, mais données en argent à Omara, à Edmond St-Louis et J. M. Dufresne. Le billet de Leblanc pour une partie Doherty....$500 billet donné à P. escompté pour et payé par W. E. F.
P. G. Huot....$350, billet.
Théo. Hamel....$1'000, chèque sur B. N. A.
M. Pacaud, après production de ces différents documents, continue :
Je déclare que je n'ai pas eu connaissance personnellement des paiements mentionnés dans les différents documents que je viens de produire ; mais je me suis cru justifiable en voyant les documents que je produis et connaissant l'existence des deux billets promissoires, je me suis cru justifiable et je me crois encore justifiable de porter les accusations que j'ai portées dans le journal l'*Electeur*.

Par M. Casgrain :

Q.—Je veux connaitre la date à laquelle chacun des paiements mentionnés dans ces documents ont été faits ?
R.—Je n'ai pas eu connaissance d'aucun de ces paiements et par conséquent je ne saurais vous en donner la date.
Q.—Donc ces paiements ont pu être faits après les élections générales de 1886, longtemps après et pour d'autres fins ?
R.—Plusieurs des paiements mentionnés dans ces documents ont pu être faits subséquemment aux élections générales. Je ne sais pas la date de ces paiements à moins que ce ne soit indiqué dans les documents qui ont éte produits.
Q.—Pour quelles fins les paiements en question ont-ils été faits ?
R.—Ces paiements, d'après ce que j'ai compris ont été faits pour des fins électorales.
Q.—Vous dit "*d'après ce que vous avez compris*". Qui est-ce qui vous a fait comprendre que ces paiements avaient été faits pour des fins électorales ?
R.—Je ne suis pas obligé de dire cela.
M. Casgrain : M. le Président j'exige que le témoin réponde à la question que je lui pose et je fais motion pour cela :
Le témoin : je refuse de répondre.
M. Casgrain : M. le Président, je vous demanderai d'ordonner au témoin de répondre.
M. David, président : je suis d'opinion que la question posée au témoin est légale et que le témoin doit répondre.
Le témoin : ce sont les personnes qui m'ont remis les documents en question ; mais je refuse de dire le nom de ces personnes.

Par M. Casgrain :

Q.—Quelles sont ces personnes qui vous ont remis ces documents et donné ces informations ?
R.—Je refuse de répondre.
M. Gasgrain : j'insiste pour que le témoin réponde, M. le président ; nous avons le droit de savoir qui lui a donné ces documents et informations, afin de faire assigner ces personnes et constater, si ces informations sont correctes.
Il n'y a pas une seule raison qui puisse exempter le témoin de répondre ; Est-ce qu'il invoque son privilége d'avocat ? Est-ce un *common informer* ? Non ; c'est un témoin ordinaire et je demande qu'il réponde à ma qusstion. Nous avons le droit de le transquestionner.
M. Taillon dit que le témoin a produit plusieurs document, mais qu'il ne veut pas dire au comité d'où ils viennent, i faut au moins en connaître la provenance ; ce n'est pas un acte authentique, officiel ou notarié, ça peut être n'importe quel morceau de papier. Si nous ne connaissons pas les personnes qui ont remis ces documents comment pourrons nous les faire assigner ? On veut nous mettre ici à la merci de nos accusateurs !
M. le Président prie le témoin de donner les raisons pour lesquelles il refuse de nommer les personnes qui lui ont donné ces informations.
Le témoin :—Parce que ce sont ces personnes qui m'ont remis ces documents ; et je refuse de dire leur nom.

Par M. Lareau :

Q.—Vous refusez de dévoiler le nom de ces personnes ?
R.—Oui.
Q.—Est-ce à leur demande ?
R.—Oui, à leur demande.

Par le Président :

Q.—Ces personnes vous ont demandé de ne pas dire leur nom ?
R.—Oui, et je le leur ai promis.

Par M. Taillon :

Q.—Vous leur avez promis cela ?
R.—Oui.
M. Taillon demande si un témoin a le droit de se retrancher derrière une telle promesse et de refuser de répondre.

Par M. Lafontaine ;

Q.—A part des raisons personnelles que vous pouvez avoir, y a-t-il des raisons d'intérêt qui vous empêchent de répondre ?
R.—Je refuse de répondre malgré tout le respect que je puis avoir pour le Comité. Mes adversaires ne peuvent pas en souffrir ils peuvent faire assigner les parties à cette transaction et examiner les personnes indiquées dans ces documents.
Q.—Serait-il dommageable à votre enquête de faire connaitre les noms des personnes qui nous ont donné le document ?
Rr—Non. La raison pour laquelle je ne veux pas dévoiler leurs noms, c'est que je le leur ai promis, et de plus je ne *crois pas qu'il soit nécessaire de le dire.*
M. David propose de remettre la décision de la question à demain, mais cette proposition n'est pas adoptée.
MM. Robidoux, Taillon, Casgrain et Gagnon prennent part au débat.
Le président décide que le témoin est obligé de répondre à la question, vu que les raisons qu'il donnent pour refuser de répondre ne sont pas satisfaisantes.
Le témoin : Avec tout le respect que j'ai pour le comité, je persiste dans mon refus.
La *question est référée* à la Chambre.
M. Taillon.—Je me réserve le droit de questionner le témoin quand la Chambre aura décidé.

DÉPOSITION DE M. WHELAN

(Traduction)

Monsieur David, président.
John Patrick Whelan, de la cité de Montréal, maintenant à Québec, entrepreneur, âgé de quarante-quatre ans, duement assermenté sur les saints évangiles, dépose et dit :

Par M. Robidoux :

M. Whelan, au mois de juillet 1886, vous étiez le contracteur chargé de la construction du palais de Justice à Québec ?
R.—Oui, monsieur.
Q.—Vers le 15 juillet 1886, avez-vous signé un billet promissoire pour la somme de $50,000, qui a été remis à M. Théofred Hamel ?
R.—J'ai signé un billet promissoire, mais je ne le lui ai pas remis.
Q.—A qui a-t-il été remis ?
R.—Il a été placé sous la garde de MM. Beaudet et Chinic.
Q.—Sous quelle condition avez-vous signé et livré ce billet promissoire ?
R.—Sous les conditions indiquées dans le billet.
Q. — Vous souvenez-vous quelles étaient ces conditions ?
R.—J'aimerais à voir le billet.
Q.—Je ne l'ai pas ici ?
R.—Je ne peux pas répondre à la question tant que je n'aurai pas vu le billet.
Q.—Etait-ce un billet promissoire ordinaire ?
R.—Non.
Q.—Sans répéter les termes, pourriez-vous en donner le contenu, je n'exige pas que vous donniez les termes même du billet ?
R.—J'en ai une idée vague. Nous nous obligions à les lui payer pourvu que nos réclamations seraient réglées à notre satisfaction à ou avant une certaine date, voilà à peu près tout ce dont je me rappelle. Je parle de mémoire.
Q.—Vous voulez parler d'une réclamation que vous aviez contre la province de Québec ?
R.—Contre la province de Québec, oui.
Q.—Par ce billet promissoire, vous vous engagiez à payer $50,000 ?
R.—A Hamel. Je dois dire que, quand je l'ai signé, je le considérais comme un simple chiffon, j'en ai refusé des liasses de ces choses-là.
Q.—Ces $50,000 devaient être dépensées dans les élections ?
R.—Je ne sais pas.
Q.—Avez-vous jamais payé aucun montant sur le billet promissoire signé par vous, en acompte ?
R.—En partie en acompte, et en partie en acompte pour le trouble nécessaire à sa circulation et pour l'intérêt.
Q.—Quel est ce trouble ?
R.—Je ne pourrais pas dire. Hamel m'a dit que cela lui causait beaucoup de trouble.
Q.—Pourquoi se donnait-il tout ce trouble ?
R.—Ne me le demandez pas ; je ne pourrais vous le dire.
Q.—Quel montant lui avez-vous payé et pourquoi ?
R.—Mille piastres.
R.—C'était partie en acompte sur le billet promissoire et partie en acompte pour le trouble qu'il se donnait dans vos intérêts ?
R.—Oui, c'est à peu près cela, et partie en forme de prêt. Je parle maintenant de mémoire seulement.
Q.—L'avez-vous rendu intéressé au règlement de vos comptes contre la province ?
R.—Je ne sais pas.
R.—Quel est ce trouble auquel vous faites allusion ?
R.—Il faisait des démarches d'une manière générale.
Q.—Ne vous a-t-il pas dit qu'il essayait d'obtenir pour vous un règlement ?
R.—Il a prétendu dire cela, mais je ne l'ai pas cru.
Q.—Mais cependant, vous lui avez payé de l'argent pour le trouble qu'il s'est donné ?
R.—Pratiquement, c'était un prêt.
Q.—Quelle était votre réclamation contre le gouvernement au mois de juillet ou vers ce temps ?
R.—Je ne m'en rappelle pas.
Q.—N'est-il pas vrai que depuis, entre le 15 juillet 1886 et le 14 octobre 1886, vous avez été payé d'une somme de $93,000 ou à peu près en acompte de vos réclamations contre la province pour la construction du palais de justice ?
R.—Non.
Q.—Quel montant vous a été payé ?
R.—J'ai été payé de l'estimé ordinaire à mesure que les travaux avançaient.
Q.—Quel en était le montant ?
R.—Je ne m'en souviens pas, je ne peux pas parler de mémoire.
Q.—Pourriez-vous constater cela en consultant vos livres ?
R.—Je crois que je le pourrais, malheureusement mes livres sont à Montréal pour la plus part.
Q.—N'est-il pas vrai que entre le 15 juillet 1886 et le 14 octobre 1886, vous avez reçu une somme plus considérable que dans tout le restant de l'année ?
R.—Je ne sais pas, mais nous avons fait une partie considérable d'ouvrage, et je sais que je n'ai pas reçu une piastres sur mes réclamations. Nous avons reçu l'estimé ordinaire seulement.
Q.—Dans les autres mois de la même année, n'est-il pas vrai que le gouvernement ne vous a pas payé une somme se montant à $40,000 ?
R.—La grande question était celle-ci. C'est que le gouvernement ne demandait jamais assez pour rencontrer les appropriations.
Q.—Théofred Hamel n'a-t-il pas travaillé fortement pour vous faire payer de votre reclamation contre le gouvernement ?
R.—Je ne sais pas.
Q.—Vous a-t-il jamais accompagné aux bâtisses du parlement ?
R.—Jamais. Il peut avoir été au parlement.
Q.—Pour voir quelques-uns des ministres ?
R.—Non.
Q.—Vous a-t-il jamais rapporté qu'il avait vu les ministres à propos de votre réclamation ?
R.=Je ne pense pas.
Q.—Quand vous avez payé mille piastres en acompte, ne vous a-t-il pas fait un rapport favorable au règlement de votre réclamation ? n'a-t-il pas dit qu'il avait vu les ministres ?
R.— Non.
Q.—Etes-vous certain de cela ?
R.—Je ne pourrais le jurer positivement, mais au meilleur de ma connaissance et croyance, il ne m'a pas dit cela. Il y a trois ans de cela maintenant.
Q.—Vous a-t-il aidé dans la préparation de votre compte ou réclamations contre le gouvernement ?
R.—Il ne les a jamais vues, il n'en connaissait rien, seulement qu'il y avait une réclamation, et c'est tout. Je parle de mémoire, vous comprenez.
Q.—Vous avez dit que lorsque vous avez signé ce billet de $50,000, vous l'aviez fait pour rire, que vous n'étiez pas sérieux.
R.—Non, je n'étais pas sérieux, car, je puis faire mes propres affaires.
Q.—Pourquoi l'avez-vous signé alors ?
R.—Pourquoi faisons-nous une foule de choses?
Q.—Espériez-vous que cela vous aiderait en aucune façon ?
R.—Non, je n'espérais pas que cela m'aiderait en aucune manière. J'étais porté à croire que cela aurait pu m'aider, pour le moment, mais quand je l'ai donné, j'ai cru que c'était *un rien*.
Q.—Comment avez-vous été induit à signer ce billet promissoire ?
R.—Je ne sais pas pourquoi. Il me vit d'abord avec quelque autre et me parla de cela. Je n'y ai prêté aucune attention.
Q.—Lui avez-vous demandé cela ou est-ce lui qui vous l'a demandé de lui-même ?
R.—Oui, il me l'a demandé de lui-même autant que je suis concerné.
Q.—Par conséquent il est venu vous trouver et vous a demandé si vous vouliez consentir à signer le billet pour $50,000 ?
R.—Il avait le billet en sa possession. Un billet pour $50,000, signé par une autre partie, et quand j'ai vu cela j'ai dit que le billet n'était pas bon "et si "vous pouvez faire quelque chose, je si-"gne ces billets par liasses".
Q.—Hamel vous a-t-il promis qu'il pourrait obtenir les règlements de votre compte pour vous induire à signer le billet ?
R.—Il promettait une foule de choses.
Q.—A-t-il dit lequel des membres du ministère sur lesquels il avait le plus d'influence ?
R.—Non.
Q.—Vous a-t-il assuré qu'il pensait réussir à obtenir ce règlement ?
R.—Oh ! oui, comme de raison. Il disait qu'il pensait pouvoir faire cela.
Q.—A-t-il dit quelle raison il avait pour croire qu'il pourrait obtenir ce règlement ?
R.—Non, il ne l'a pas dit, c'est-à-dire qu'il a pu l'avoir dit, mais je ne m'en souviens pas maintenant.
Q.—La première fois qu'on vous a demandé de signer ce billet, vous avez refusé ?
R.—Oui.
Q.—Et Hamel est revenu encore ?
R.—Oui, une douzaine de fois.
Q.—Il vous assurait chaque fois qu'il était en position de réussir.
R.—Il parlait dans ce sens-là, mais comme de raison j'avais mon opinion tout de même. Si j'avais cru tout ce qu'il me disait, il aurait eu toute la province dans la poche de son pantalon.
R.—M. Théofred Hamel était bien connu d'un des chefs de son parti, à Québec ?
R.—Non pas de moi. Je suppose qu'il travaillait à faire quelques petites spéculations.
Q.—Il s'intéresse beaucoup à la politique, M. Hamel ?
R.—Je présume que oui, s'il y a une chance de faire quelques piastres.
Par M. Lareau :
Q.—N'est-il pas vrai qu'il était considéré, à cette époque-là comme un agent très actif en faveur de son parti ?
R.—Je n'ai aucune connaissance personnelle de cela. Il m'était presque étranger si ce n'est au point de vue social Nous nous rencontrions souvent, nous prenions un coup...............
Par M. Robidoux :
Q.—A tout événement, c'est partie un acompte du billet que vous avez payé mille piastres ?
R.—C'est que je voulais me débarrasser de lui. Quelques-uns de ces *brokers* aiment beaucoup à emprunter et ne jamais payer, et j'ai crû qu'il m'était beaucoup mieux de lui donner quelques piastres et en être débarrassé, j'ai cru qu'il valait mieux....
Q.—Avez-vous eu connaissance, que cet argent n'a pas été gardé par Hamel, mais qu'il a été payé au comité conservateur ?
R.—Oh ! je crois qu'il l'a gardé !
Q.—Vous pensez qu'il a gardé les $1,000 ?
R.—Je le crois.
Q.—Pour son propre usage ?
R.—Je suppose qu'il s'en est donné ; je présume ; je ne peux pas dire ce qu'il en a fait.
Q.—Vous dites que Hamel ne comptait pas beaucoup dans son parti. N'est-il pas vrai que les jours de la votation de 1886, vous cabaliez avec lui et que vous vous promeniez ensemble à travers les rues de Lévis ?
R.—Nous nous sommes procuré deux chevaux noirs et nous avons fait un grand *pic-nic*.
Q.—Avez-vous cabalé avec lui ce jour-là ?
R.—Nous sommes allés en voiture à Sillery, nous sommes passés au Foulon et nous nous sommes rendus à la Pointe Lévis.
Q.—Vous conduisiez le cheval noir ce jour-là ?
R.—Non, nous en avions trois. Nous étions à la mode.
Q.—M. Whelan, le 12 octobre 1886, avez-vous payé à M. A. Benoit la somme de deux cents piastres ?
(Le témoin lit le document No. 4)
R.—Ceci est de mon écriture et je crois que c'est sa signature. Le corps du document est de mon écriture.
Q.—Que fait M. A. Benoit ?
R.—Je ne pourrais pas vous le dire.
Q.—N'est-il pas le secrétaire privé de sir A. P. Caron ?
R.—Cela se pourrait. Je n'en suis pas sûr, je ne le connais pas personnellement.
Q—Ceci a été signé à l'époque où les deux cents piastres ont été payées, n'est-ce pas ?
R.—Ça a dû l'être.
Q.—Au moment où ce reçu pour $200 était signé, vous ne connaissiez pas M. Benoît du tout ?
R.—Pas personnellement.
Q.—Vous n'étiez pas son débiteur, il n'avait aucune réclamation contre vous ?
R.—Non.
Q.—Connaissez-vous M. Chalifour ?
R.—Oui.
Q.—Quel est son nom de baptême ?
R.—Je ne le sais pas.
Q.—Avez-vous eu des transactions, des affaires avec M. Chalifour ?
R.—Oh ! oui, pendant trois ou quatre ans.
Q.—Que fait-il ce M. Chalifour ?
R.—Il avait un contrat pour le charroyage de la pierre au palais de justice.
Q.—Est-il encore à Québec ?
R.—Je ne sais pas où il demeure, je crois qu'il demeure au Château-Richer, quelque part par là.
Q.—Quelles relations existe-il entre ce M. Chalifour et M. A. Benoit, le secrétaire privé de sir A. P. Caron ?
R.—Je ne sais pas.
Q.—Le 12 octobre 1886, deviez-vous à Chalifour la somme de $200.00 ?
R.—Oui, plus ou moins, je crois que c'est plus que moins.
Q.—Cette somme de $200 était-elle portée au débit de Chalifour dans vos livres ?
R.—Oui, monsieur.
Q.—A cette date-là ?
R.—Je ne sais pas si c'est à cette date-là. Il avait un compte courant.
Q.—Vous tenez un compte régulier avec Chalifour ?
R.—Oui.
Q.—Tenez-vous un livre de caisse régulier ?
R.—Oui.
Q.—Je suppose que vous pouvez trouver les entrées correspondantes à ce reçu dans vos livres ?
R.—Je ne dis pas que l'entrée a été faite à cette date-là, mais je peux jurer positivement que c'était le paiement d'une dette.
Q.—Pouvez-vous retrouver la date de ces $200 dans votre livre de caisse ou votre grand livre ?
R.—Je ne dis pas que l'entrée a été faite à cette date-là, parce que nous étions tous en *pic-nic* dans le temps des élections. L'entrée a pu être faite seulement une semaine après.
Q.—Est-ce là le dernier paiement fait à Chalifour ou avez-vous eu d'autres transactions ensemble depuis ?
R.—Je ne pourrais pas dire au juste. Je pense que oui, je puis le voir par mes livres.
Q.—Ces livres sont-ils à Montréal ou à Québec ?
R.—Je pense qu'ils sont ici.
Q.—Ce serait une chose facile pour vous de produire votre livre de caisse et le grand livre dans lesquels se trouve le compte de Chalifour ?
R.—Je ne produirai pas le grand livre ni le livre de caisse, mais je peux m'assurer de la date de l'entrée.
Q.—Ne pouvez-vous pas produire seulement les entrées relatives à ces deux cents piastres ?
R.—C'est quelque chose de privé. Et je ne sais pas si je devrais le faire ou non. Je consens à produire cette entrée.
Q.—Monsieur Whelan, la veille du 11 octobre 1886, avez-vous reçu une lettre signée "Adolphe P. Caron", qui est produite ici sous le numéro 3.
(Le témoin regarde la lettre).
R.—Ceci est un de mes papiers privés. Je ne sais pas où vous avez pu le prendre.
Q.—Cette lettre signée "Adolphe P. Caron"; la personne qui a signé le document, est-ce sir A. P. Caron ?
R.—Je le crois.
Q.—Le même A. P. Caron dont monsieur A. Benoit est le secrétaire ?
R.—Je crois que oui.

(*A continuer*)

Nouvelles du jour

Vu l'encombrement de matières d'une importance majeure, dans notre numéro d'aujourd'hui, nous sommes forcés de remettre à demain le rapport de la Chambre des Communes.

Personnel

M. C. J. Doherty, de Montréal est en cette ville.

Alarme de feu

Vers 1.30 heure hier après-midi, l'alarme No 13 a été donnée à St-Sauveur, pour un feu de cheminée rue Falardeau, terrain Bédard.

Retour d'Europe

M. S. C. Lacroix, l'agent de la maison Z. Pâquet, est de retour d'Europe, après un heureux voyage.

Enquete et verdict

A l'enquête tenue hier matin St-Sauveur, par M. le coroner Belleau, sur le corps du vieux clarinettiste Jean Moreau mort subitement avant hier les jurés ont rendu un verdict de "mort, de dégénérescence graisseuse du cœur.

Soirée litteraire

Il y aura la semaine prochaine à l'Académie de Musique, une grande soirée littéraire et musicale organisée par la société littéraire St-Patrice en l'honneur du patron de l'Irlande.

Tribunaux correctionnels

A la cour du recorder hier un infirme sans domicile nommé Ls. Blouin a été envoyé en prison pour deux mois.

Une vagabonde nommée Mary Ranger a été coffrée pour deux mois.

Un garçon d'écurie arrêté pour ivresse a payé $2 d'amende.

A la cour de police deux poursuites du percepteur du revenu des licences contre des aubergistes accusés d'avoir vendu le dimanche, ont été prises en délibéré après audition.

Obituaire

Le *World* de Vancouver, annonce le décès de M. James Kelly, comptable chez MM. Van Volkenburg, de cette ville. Il résidait à Vancouver depuis un an seulement. Il a été plusieurs années commis à bord d'un des steamers de la ligne du golfe. Il était natif de Québec.

Notre hercule canadien

Louis Cyr, surnommé le *Samsom Canadien*, était, samedi soir, à Sherbrooke. Il doit y donner une représentation le 2 avril prochain. Cet homme extraordinaire par son poids et par sa force musculaire, levait en 1886, un poids de 226 lbs au bout du bras et 2,900 livres sur le dos. Cette fois-ci, *il se fait fort* de lever 245 livres au bout du bras et 3,400 livres sur le dos. M. Cyr pèse 312 livres et est fort agile pour sa pesanteur.

Grande vente d'un riche ameublement

Nos lecteurs pourront voir dans une autre colonne l'annonce de la vente sans réserve qui se fera lundi prochain à la résidence de feu M. Arthur Hamel.

Ameublement complet et très riche de salon, tapis de Bruxelles, piano, grandes glaces, etc., etc., seront vendus à grands sacrifices.

C'est une occasion unique.

E. J.

Academie de Musique

Monsieur le rédacteur,

Vous avez déjà annoncé qu'une grande soirée d'opéra devait avoir lieu mercredi le 20 courant à l'Académie de Musique, sous la direction de M. Léon Dessane. Le programme que vous publiez dans une autre colonne est tout à fait alléchant : "Les *Noces de Jeannette*", ce bijou de Victor Massé, dans lequel nous aurons le bonheur d'entendre celle qui, malheureusement, nous a été enlevée, Mme S. Michaud (Mlle Dessane), aujourd'hui de Montréal, et M. Paul Garrigue, ce Français qui a su se faire une réputation d'acteur tout dernièrement; aussi la jolie et mignonne petite comédie de madame Dandurand : *Quand on s'aime on se marie*, qui a été enlevée à la soirée de madame Marchand et si ardemment redemandée.

Quelques artistes et amateurs ont prêté leur concours pour une partie de concert qui aura lieu entre les deux pièces.

Tout fait présager un immense succès, car les billets se demandent avec enthousiasme et l'entrain se gagne. Cet empressement est, du reste, assez naturel, puisqu'il s'agit d'offrir un témoignage de reconnaissance à une artiste de valeur, professeur aimée, qui, pendant plus de quarante ans, s'est vouée à l'enseignement et dont les élèves sont toutes devenues ses amies. Nous avons nommé madame Dessane.

Madame Dessane doit partir pour l'Europe, afin de revoir la France qu'elle a quittée, il a près d'un demi-siècle, et on a raison de saisir cette occasion pour lui donner une preuve de sympathie.

Il y aura donc salle comble mercredi prochain.

UNE TRÈS-ANCIENNE ÉLÈVE.

Une agression

Mardi après-midi un jeune homme du nom d'O'Connell, de la rue Champlain, a été sérieusement battu par deux jeunes gens de la même localité.

Les assaillants ont pris la fuite à l'arrivée du père de la victime armé d'une hache.

L'un deux a été condamné hier matin par le recorder à $10 d'amende ou 15 jours de prison.

Le temps qu'il fait

Nous avons eu hier une belle journée bien qu'un peu froide.

Prefet de comte

M. Séverin Dumais, M. P. P., pour les comtés unis de Chicoutimi et Saguenay, a été réélu unanimement pour la cinquième fois préfet de la seconde division du comté de Chicoutimi. M. Dumais est maire du florissant village de Héberville depuis 1881.

Conference

M. L. P. Lemay doit donné ce soir dans les salles de l'Union Commerciale, une conférence sur son voyage à Paris.

Quartier St-Jean

M. Damien Matte, conseiller de ce quartier, ayant résigné et manifesté le désir de ne pas se remettre sur les rangs, plusieurs contribuables ont offert la candidature à M. le Dr Morin, qui a accepté.

Academie de Musique

Grande soirée d'opéra

DONNÉE

MERCREDI

LE 20 MARS 1889

SOUS LA DIRECTION DE M. L. J. DESSANE

1o. Lever du rideau—Quand on s'aime on se marie, comédie en un acte par Madame Raoul Dandurand, (redemandé avec enthousiasme.)

2o. Partie de concert.

3o. Les Noces de Jeannette, opéra-comique en 1 acte par Victor Massé.

Cartes en vente chez MM. A. Lavigne, Morgan marchands de musique, ainsi qu'à la librairie Pruneau & Kirouack.

Sièges réservés........ 75 cts.
Parterre.............. 50 "
Galeries.............. 35 "

14 mars—E J

THOMAS CAGNON

MEUBLIER

No. 65, rue St-Valier, St-Sauveur

Constamment en magasin un assortiment complet de tout ce qui concerne cette ligne.

Commandes exécutées avec promptitude et dans les derniers goûts.

14 mars—E J 1m

Taschreau & Tessier

AVOCATS

15 RUE BUADE. QUEBEC,

Linière Taschreau C. R. Jules Tessier M. P. P.

M. L. Taschreau continuera à suivre régulièrement les termes de Cour du district de Beauce.

A VENDRE

Le reste de notre charbon pour poêles et autres,

AUSSI

bois de corde

ARCHER & Cie,

27 février—e j.

AUX SOURDS. Une personne qui a souffert pendant 23 ans de surdité et de bourdonnements dans les oreilles, et qui a été guérie par un remède très simple, enverra GRATUITEMENT la recette de ce remède à toute personne qui écrira à NICHOLSON, No 177, McDougal street New-York.